



Sept 2009



**ESAC
2009**

**ENQUETE de
SECURITE ALIMENTAIRE à CONAKRY**



République de Guinée & Programme Alimentaire Mondial (PAM) |
Consultants : Morinière, L. & Bayo, O. avec PAM/ Dakar

Enquête de Sécurité Alimentaire à Conakry (ESAC)

Contenu

RESUME EXECUTIF – à compléter	3
PARTIE I : INTRODUCTION & CONTEXTE	3
INTRODUCTION.....	3
CONTEXTE.....	8
LES LACUNES en DONNÉES SECONDAIRES de CONAKRY	14
PARTIE II : RÉSULTATS, LES CONDITIONS DE VIES DE MÉNAGES	15
LES MÉNAGES & LEURS MOYENS	15
DISPONIBILITE ALIMENTAIRE	23
ACCES ALIMENTAIRE	26
UTILIZATION ALIMENTAIRE.....	32
CONFRONTER les CHOCS URBAINS.....	38
PARTIE III : ANALYSE & SPECIFICITES URBAINES	44
L'ASPECT GENRE	44
LES MARCHES DE CONAKRY.....	45
L'URBANISATION & MIGRATION.....	45
PLUIES ET ENCLAVEMENT.....	46
IDENTIFIER LES DETERMINANTS	46
ANALYSE APPROFONDIE DES TROIS COMMUNES LES PLUS TOUCHEES.....	48
PARTIE IV: CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS	52
CONCLUSIONS.....	52
RECOMMANDATIONS.....	55
ANNEXES.....	56

RESUME EXECUTIF - à compléter

QUI SONT LES INDIVIDUS LES PLUS VULNERABLES ?
COMBIEN SONT-ILS ?
OU SONT-ILS ?
POURQUOI SONT ILS VULNERABLES ?
QUELLES SONT LES INTERVENTIONS APPROPRIÉES EN VUE DE REDUIRE
CETTE VULNÉRABILITÉ ?

PARTIE I : INTRODUCTION & CONTEXTE

Vu les cinq objectifs stratégiques qu'il s'est fixé dans le plan stratégique 2008-2011 du PAM et vu que les priorités spécifiques sont déterminées à la lumière des besoins particuliers de chaque pays ou région considérés, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'est attaché à évaluer et à ajuster continuellement ses approches en tenant compte de l'évolution de l'environnement opérationnel externe et de ses possibilités de financement --d'où le besoin d'actualiser le profil de la vulnérabilité issu des résultats de l'évaluation nationale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité conduite par le PAM Guinée en 2005.

C'est dans ce contexte que le PAM Guinée, en collaboration avec le Conseil National de Sécurité Alimentaire (CNSA) et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (à travers le Service National de Statistiques Agricoles) a entrepris dès février 2009 une Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) dans les zones rurales de la Guinée. Cette étude a permettra à l'ensemble des acteurs de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition d'aboutir à un consensus sur l'analyse de la situation et d'avoir une vision commune des actions clés à mener en collaboration étroite. Par ailleurs, constatant l'augmentation de la pauvreté en milieu urbain, particulièrement à Conakry, le CNSA et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage ont demandé au PAM de réaliser également une enquête sur la sécurité alimentaire à Conakry (ESAC).

INTRODUCTION**Objectifs**

Cette enquête sur la sécurité alimentaire à Conakry (ESAC) a pour objectif de déterminer l'état de la sécurité alimentaire des ménages habitant dans la région urbaine de Conakry, ville capitale de la Guinée. Spécifiquement elle vise à répondre aux questions suivantes :

1. Qui sont les personnes vulnérables ou en insécurité alimentaire ?
2. Combien sont ces personnes ?
3. Où vivent-elles ?
4. Pourquoi sont-elles vulnérables ou en insécurité alimentaire ?
5. Quelles sont les actions, opportunités et risques potentiels qui existent ?
6. Quel genre d'intervention permettrait de protéger les moyens de subsistance et d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Organisation & comité de pilotage

La conception et la mise en place de cette étude est le fruit d'un partenariat entre, d'une part, le Gouvernement de la Guinée – représenté par le Conseil National de la Sécurité Alimentaire (CNSA), l'Institut National de la Statistique (INS) sous la tutelle du Ministère du plan et de la promotion du secteur privée, le Service National des Statistiques Agricoles (SNSA) et le Bureau de Stratégie du Développement (BSD) du Ministère de l'agriculture et de l'élevage ainsi que la Section Nutrition du Ministère de la santé publique, - et, d'autre part, le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Par ailleurs, D'autres agences des Nations Unies (Banque Mondiale, FAO, OCHA, UNICEF), des ONG (ACF, GTZ, HKI, Terre des hommes) et des organisations multi- et bilatérales (Union Européenne, Agence Française de Développement) ont également été impliquées dans la mise en place de cette étude. Deux consultants internationaux ont été chargés de coordonner l'enquête à tous les niveaux et de rédiger le rapport, avec un soutien du bureau régional PAM de l'Afrique de l'ouest.

Pour garantir la bonne réalisation de l'enquête, un comité technique de pilotage a été mis en place. L'appui de ce comité, du bureau régional et de l'INS a permis aux consultants d'assurer l'adaptation du plan de sondage, la conception des questionnaires, la formation du personnel de l'enquête, la collecte, le traitement et l'analyse des données.

Cadres conceptuelles

L'étude a été menée sur la base d'un cadre logique de **Sécurité de Stratégies de Vie des Ménages** (SSVM, ou Household Livelihood Security dans sa version anglaise) et de **Gestion des Risques et Catastrophes** (GRC, où la notion du « risque » est une fonction de Choc et de Vulnérabilité). L'équipe d'évaluation indépendante a employé ce cadre logique pour faire face de façon holistique à la panoplie des besoins d'un ménage. Une étude holistique permet une analyse triangulée des problèmes et contribue à l'identification des solutions (alimentaires ou non alimentaires) les plus susceptibles d'assurer un impact pérenne.

La Sécurité des Stratégies de Vie des Ménages est définie comme « l'accès adéquat et pérenne au revenu et/ou aux ressources suffisantes pour répondre aux besoins primordiaux » (y compris l'accès alimentaire, l'eau potable, la santé, l'éducation, l'habitat, la participation communautaire et l'intégration sociale). Les Stratégies de vie peuvent comprendre plusieurs activités, dont l'ensemble met à la disposition des ménages une variété de sources d'aliments et de revenu. Les stratégies de vie sont sécurisées quand les ménages s'approprient suffisamment de ressources (tangibles et intangibles) ou d'activités génératrices de revenu –réduisant leur vulnérabilité-- pour atténuer les chocs et prévenir les désastres.

Ces deux cadres conceptuels, SSVM et GRC, englobent sans contradiction les concepts soutenus par le PAM, comme la sécurité alimentaire et nutritionnelle. *Le manuel EFSA (Emergency Food Security Assessment, dernière version sorti cette année) ainsi que ses Technical Guidelines et le Guidelines Urban Assessment New August 2008 du PAM ont été aussi consultés et régulièrement appliqués.*

Ajouter détails ici et dans l'annexe

Méthodologie

L'échantillonnage : Les délimitations administratives à Conakry comprennent cinq (5) communes divisées en 545 secteurs et 98 quartiers. L'échantillon de la présente enquête visait une représentativité statistique au niveau de :

- Conakry dans son ensemble ;
- de chacune des cinq (5) communes de Conakry (Dixinn, Kaloum, Matam, Matoto et Ratoma) ;
- des quatre groupes de quartiers de Conakry (très pauvre, pauvre, moyen, aisé).

Chacune des cinq communes de Conakry et chaque groupe de quartiers de Conakry constituait une strate dans laquelle on a tiré les secteurs proportionnellement à la taille (nombre de ménages), et à la fin, aléatoirement, les ménages dans chaque secteur. L'échantillonnage était donc basé sur un sondage par grappe, stratifié à deux degrés.

La taille minimale de l'échantillon des ménages à enquêter dans chacune des strates a été déterminée à partir de la formule suivante :

$$n = z^2 \times \frac{p(1-p)}{d^2} \times k$$

Où :

n = taille minimale requise de l'échantillon

z = niveau de confiance

p = prévalence estimée de l'insécurité alimentaire

k = effet de grappe

d = marge d'erreur

Dans le calcul de la taille minimale de l'échantillon :

- 50% a été la valeur utilisée pour la prévalence p car c'est ce pourcentage qui conduit à la plus grande taille pour une précision donnée ;
- l'effet de grappe a été estimé à 2 (les indicateurs de sécurité alimentaire typiquement utilisés dans d'autres enquêtes de sécurité alimentaire similaires ont habituellement un effet de grappe compris entre 1 et 4) ;
- 95% est le niveau de confiance généralement utilisé (dans ce cas, $z = 1.96$) ;
- la marge d'erreur étant fixée à 10%.

Ainsi on a abouti à un échantillon de 1.536 ménages et 128 secteurs proportionnellement à la taille (nombre de ménages), soit 12 ménages choisis aléatoirement dans chaque secteur.

Instruments de collecte : Afin d'atteindre les objectifs fixés, deux types de questionnaires ont été employés : 1. Fiche questionnaire Ménage, et 2. Fiche questionnaire Secteur.

Ces fiches / questionnaires ont été développées par l'équipe des consultants avec l'appui de l'INS et du comité de pilotage au cours de la semaine précédant la formation des enquêteurs. Lors de la formation, les participants ont aussi contribué au renforcement des outils de collecte et un pré-test des outils a été effectué. Aussi, lors de la formation, les questionnaires sur les fiches ont été traduits de français en langues locales pour favoriser le même niveau de compréhension et faciliter les échanges entre enquêteurs et enquêtés. Tous les outils ont été développés et adaptés à partir des questionnaires de base de l'enquête en milieu rural réalisée par INS/PAM en mars 2009, ainsi que ceux utilisés dans les enquêtes similaires au Sénégal et au Burkina.

Le questionnaire ménage de 12 pages (voir annexe), administré auprès des ménages sélectionnés dans le secteur, permettait de collecter des informations sur le ménage telles que le nombre de personnes y résidant, par sexe, âge, niveau d'instruction, santé, les conditions de vie et caractéristiques du logement etc. En outre, le questionnaire comprend, en page de garde, la localisation du ménage à l'aide des numéros du ménage, du secteur, du quartier, de la commune.

Le questionnaire secteur de 5 pages permettait d'avoir les informations sur les populations de la localité et leurs mouvements, l'existence des services sociaux de base ainsi que leur accessibilité et utilisation, l'assistance et aides alimentaires, etc.

Organisation et formation des équipes : Le personnel de terrain, sélectionné par l'Institut National de la Statistique a été formé du 28 mai au 4 juin 2009. Au total 70 agents présélectionnés ont suivi la formation, après celle-ci, 50 ont été finalement retenus suite aux résultats des différents tests organisés. La formation consistait, d'une part, en des exposés théoriques concernant les techniques d'interview et d'enregistrement des informations et, d'autre part, en des exercices sur la façon de remplir les questionnaires. La formation a été essentiellement dispensée en français et, par la suite, des exercices d'interview en langues nationales ont été organisés.

Une enquête pilote organisé a permis d'identifier certaines erreurs dans les questionnaires, certaines imprécisions dans les traductions ainsi que des lacunes dans la formation ; à partir de ces enseignements, il a été possible de préparer la version finale des questionnaires, des manuels d'instructions de l'enquête et la finalisation des lexiques de traduction en langues nationales.

Déroulement de la collecte : Les travaux de collecte des données sur le terrain sont immédiatement intervenus après la formation. La collecte des données s'est déroulée du 11 juin au 11 juillet 2009.

Dix (10) équipes (2 par commune), composées chacune de cinq (5) enquêteurs dont un chef d'équipe ont été constituées pour la collecte. Deux cadres, choisis parmi le personnel de l'INS, et un consultant national ont joué le rôle de superviseurs/coordonnateurs des travaux sur le terrain.

Saisie : Les questionnaires, une fois acheminés au Bureau National de Recensement (BNR) ont été vérifiés et codifiés par trois agents de codification supervisés par deux agents avant d'être transmis à la division *informatique pour la saisie*. La saisie des données a débuté après la fin de l'enquête sur le terrain. Elle était assurée par la division informatique de l'INS. L'équipe était composée d'un superviseur et de 10 agents de codification, chargés de la conception du masque de saisie, de l'apurement des données et de la tabulation avec l'appui de l'unité VAM du PAM. Le masque de saisie a été testé plusieurs fois avant le début de la saisie.

Les données ont été saisies à l'aide du logiciel « Census and Survey Processing » (CSPPro). Un programme de contrôle de qualité a permis de détecter, pour chaque équipe et chaque enquêteur, les *principales erreurs de collecte*. Une fois le travail achevé, une copie des bases de données complètes et apurées a été transmise au PAM. La vérification finale a été réalisée par l'unité VAM avec l'assistance de l'équipe technique du bureau régional. L'édition des tableaux a été faite sur CSPPro et SPSS.

Analyse des données : L'analyse est fondée sur les principaux indicateurs des trois composantes de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité et utilisation alimentaire). Les classes de sécurité alimentaire ont été obtenues à partir des Scores de Consommation alimentaire (SCA). Cette approche consiste à utiliser les scores de consommation alimentaire comme indicateur Proxy de la sécurité alimentaire. Il est utile de rappeler ici que la situation de sécurité alimentaire des ménages s'appuie sur les trois piliers que sont la disponibilité alimentaire, l'accès aux aliments ainsi que l'utilisation qui en est faite. Le score de consommation alimentaire (SCA) - un indicateur basé sur la diversité de la diète (connu sous le nom d'Indice de Diversité de Consommation ou IDC), la fréquence de consommation des aliments ainsi que l'importance nutritionnelle des différents groupes d'aliments - est généralement bien corrélé aux indicateurs de consommation, d'accessibilité à la nourriture et de sécurité alimentaire -- d'où l'utilisation du SCA comme proxy de la sécurité alimentaire des ménages (tenant compte du contexte relatif à la période où l'enquête a été réalisé).

Afin de restaurer les proportions de populations à leur état normal après l'échantillonnage (qui a redistribué les 1500 ménages en sorte qu'il y ait une représentativité par strate) une pondération a été introduite lors de l'analyse. Après cette pondération, les effectifs (dénominateurs des prévalences, par exemple) sont proportionnels à la population par commune de Conakry.

Limites de l'étude

L'impression générale est que la pauvreté urbaine de Conakry est répartie dans tous ses secteurs d'une façon plus au moins égale, mais aucune base de données ou analyse ne soutient cette hypothèse. Une des faiblesses donc de la présente étude est liée au manque de données secondaires permettant d'assurer que les ménages les plus pauvres ne soient pas écartés par pure chance (en employant une stratification à l'intérieur des cinq communes).

Au cours de la présente étude les mesures anthropométriques n'ont pas été effectuées pour analyser la situation nutritionnelle. PAM et ses partenaires se sont contentés des données fournies par l'enquête nutritionnelle réalisée à l'échelle nationale en décembre 2007 et janvier 2008.

Les informations sur les maladies sont à considérer avec précaution, car non seulement les enquêteurs ne sont pas forcément des techniciens de santé, mais aussi les réponses données par les enquêtés n'ont été soutenues par d'aucun examens cliniques, ni para-cliniques selon les règles de l'art. Cependant il existe les noms des maladies et les termes en langues nationales permettant aux enquêtés de dire ce qu'ils ont comme maladies. Lors de la formation des enquêteurs, ce sont ces noms, ces termes et signes des maladies en langues nationales qui ont été débattus pour faciliter la compréhension entre enquêté et enquêteurs, et d'aboutir à un consensus le plus près de la réalité possible.

CONTEXTE

La ville de Conakry se situe entre les 9°30 de latitude Nord et 13° de longitude Ouest. C'est une presqu'île s'étendant sur environ 32 km et qui va en s'élargissant vers le Nord Est et le Sud Est. Elle comprend aussi l'archipel des îles de Loos (Kassa, Tamara, Rome). L'agglomération de Conakry est structurée en 5 communes et en 98 quartiers :

- la commune de Kaloum à l'Ouest avec 11 quartiers
- la commune de Matam au centre Sud avec 20 quartiers
- la commune de Dixinn au centre Nord avec 17 quartiers
- La commune de Ratoma au Nord avec 20 quartiers
- la commune de Matoto au Sud est avec 30 quartiers.

Contexte politique

Indépendant depuis le 2 octobre 1958, la République de Guinée vient de connaître la deuxième prise du pouvoir par l'armée le 23 décembre 2008 après celle du 3 avril 1984. A ce jour l'assemblée nationale est dissoute et la constitution suspendue. Cependant, le régime d'exception a récemment levé la suspension des institutions républicaines (Cour suprême, Conseil social et économique, conseil national de la communication) et la relance des activités des partis politiques et le syndicat. Le retour à l'ordre constitutionnel est planifié pour le 31 janvier 2010 à travers l'organisation des élections présidentielles et législatives le 26 mars 2009.

Les politiques en vigueur qui concerne cette étude comprennent la stratégie de la réduction de pauvreté (SRP), la Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA) et le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) et la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA). Les quatre politiques sont décrits ci-dessous. Pour le moment il n'y a pas une politique qui penche spécifiquement sur la gestion des risques et catastrophes.

Stratégie de Réduction de la Pauvreté : Face à l'inefficacité constatée des programmes/projets mis en œuvre dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'approvisionnement en eau, de l'agriculture et des transports, un premier document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP I) a été lancé en 2002. Y ont été décrit, les politiques et programmes que la Guinée entendait mettre en œuvre sur le plan macroéconomique, structurel et social afin de promouvoir la croissance et la réduire la pauvreté, ainsi que les besoins de financement extérieur nécessaire à sa mise en œuvre.

Malheureusement, les contre-performances économiques du pays, la baisse drastique des financements extérieurs, la mauvaise gestion des ressources disponibles et les tensions sociopolitiques générées par la dégradation des conditions de vie des populations ainsi que la persistance des problèmes de gouvernance constituent autant de facteurs qui ont contribué à l'échec du DSRP I dans sa mise en œuvre en Guinée. Ce qui a conduit le gouvernement guinéen à procéder à son évaluation afin de faire ressortir ses forces et faiblesses. Sur cette base, en août 2007, un deuxième document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP II) a été élaboré et finalisé tenant compte des leçons appropriées qui ont été tirées pour une poursuite efficace de la politique de réduction de la pauvreté.

Ce DSRP II vise l'augmentation des revenus ainsi que l'amélioration de l'état de santé, du niveau d'éducation, des conditions de vie et d'épanouissement des populations – particulièrement les plus pauvres, grâce à une gouvernance de qualité, efficace et soucieuse du bien-être de tous. Il s'inscrit dans la perspective de réalisation des objectifs de développement, y compris les OMD à l'horizon 2015. La démarche stratégique préconisée pour atteindre ces objectifs s'articule autour de trois axes, à savoir, (1) l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles et humaines ; (2) l'accélération de la croissance et l'élargissement des opportunités d'emplois et de revenu pour tous ; ainsi que (3) l'amélioration de l'accès à des services sociaux de qualité (DSRP II, 2007).

Spécifiquement pour Conakry, sur le plan de l'électricité et de l'hydraulique urbaine, il est prévu l'amélioration de la desserte en eau et en électricité de la ville de Conakry. Sur le plan voiries primaires urbaines, figure la Réalisation d'infrastructures primaires à Conakry pour améliorer la desserte de la presqu'île et réduire l'engorgement de la voirie existante.

Les objectifs de l'ENSA s'intègrent donc parfaitement à ceux contenus dans ce 3^e axe du DSRP II et ses résultats peuvent aider le Gouvernement de la Guinée, le PAM et les partenaires à (re)définir, adapter ou réajuster leurs programmes/projets sur la base des informations fiables, récentes et actualisées ainsi mises à disposition.

Politique Nationale de Développement Agricole (PNDA): Élaboré en 2007, la PNDA vise la réduction de la pauvreté rurale par la sécurité alimentaire et la croissance agricole. Elle s'inscrit dans le cadre de référence national que constitue le DSRP et celui international que constituent les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Il s'agit de contribuer à : (i) augmenter la production et la productivité des exploitations familiales, (ii) promouvoir l'entreprenariat agricole grâce à la stimulation de l'initiative privée, (iii) améliorer l'accès aux marchés des produits agricoles, et (iv) assurer une utilisation durable des ressources naturelles et de l'environnement.

Les principes d'actions qui guident la PNDA reposent essentiellement sur : (i) la cohérence avec la SRP et les OMD (ii) l'efficacité économique, l'équité sociale et la durabilité, (iii) la cohérence avec la politique de décentralisation, (iv) la Cohérence avec la Politique Agricole Commune de la CEDEAO, (v) La cohérence avec le PDDAA/NEPAD de l'Union Africaine

La PNDA s'articule essentiellement autour des trois axes stratégiques ci-après : (1) le renforcement de la sécurité alimentaire par la diversification et l'accroissement des productions ; (2) l'accroissement des revenus agricoles par le développement des opportunités économiques et une amélioration de l'accès au marché dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ; et, (3) le développement des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements (PNDS, 2007).

Dans son Programme de développement des infrastructures d'accès et de marchés agricoles, forestiers et d'élevage, figure la Construction de chambres froides pour les fruits et légumes dans les grands centres urbains et à Conakry ; la réhabilitation du terminal frigorifique de l'aéroport de Conakry ; la construction d'un abattoir central et de 5 boucheries communales à Conakry.

Dans son **Programme de développement du marché des intrants, équipements agricoles et vétérinaires**, figure l'implantation d'une usine de conditionnement des engrais au port de Conakry pour un approvisionnement régulier, adapté et à faible coût ; mettre en place un réseau fiable de distribution d'intrants agricoles par la construction de cinq (5) entrepôts (à Conakry, Mamou, Kankan, Kissidougou et N'Zérékoré).

Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) : La politique sanitaire de la Guinée a évolué dans le temps mais ses principes de base et ses orientations fondamentales n'ont jamais changé. Elle est traduite actuellement à travers le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) qui a permis de doter pour la première fois la Guinée d'une vision sur le plan sanitaire à l'horizon 2015. Cette vision est « une société dans laquelle chaque personne jouit d'une santé lui permettant de mener une vie socialement et économiquement utile ».

Le développement sanitaire est fondé sur les cinq axes stratégiques suivants : i) la lutte intégrée contre la maladie, ii) le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion, iii) l'amélioration de l'offre et de l'utilisation des services, iv) le développement des ressources humaines et v) la promotion de la santé.

Les objectifs à atteindre sont la réduction de la mortalité, de la morbidité et de l'incapacité dues aux maladies de manière à contribuer à la réduction de la pauvreté. Les programmes prioritaires sont les suivants : i) le programme de soins de santé primaires (PEV/SSP/ME), le programme de lutte contre les IST et le VIH/sida, iii) le programme de lutte contre le paludisme, iv) le programme de lutte contre la tuberculose, v) le programme de santé de la reproduction et vi) le programme de lutte contre les urgences, épidémies et catastrophes (Plan National de Développement Sanitaire).

Dans son axe stratégique n°3 (Amélioration de l'offre de soins et de l'utilisation des services), pour le cas spécifique de la ville de Conakry, il est prévu de limiter le nombre de centres prévu. L'approche contractuelle qui sera mise en œuvre dans le cadre de la complémentarité entre les secteurs public et privé. Il est envisagé la construction de deux hôpitaux de premier recours dans les communes de Matoto et de Ratoma pour palier le déficit de structures intermédiaires et désengorger les hôpitaux nationaux. Les CMC seront à l'avenir des centres de santé pour améliorer la couverture en soins de santé primaires pour la population de la zone.

Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA) : Élaborée en 2003, la stratégie nationale de sécurité alimentaire s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP). Elle vise l'accroissement la disponibilité alimentaire à travers une augmentation de la production, l'amélioration de l'accessibilité alimentaire des ménages par la réduction de la pauvreté dans le pays, la lutte contre la malnutrition ainsi que la mise en place des filets de sécurité et de prévention en vue de protéger les ménages face à des chocs ou crises.

Ce qui passe, entre autres, par (1) la mise en place d'un cadre institutionnel de la sécurité alimentaire, (2) la disposition d'un système d'informations sur la situation alimentaire et nutritionnelle, (3) le renforcement des capacités des professionnels et de leurs organisations au niveau des différentes filières agricoles, animales, forestières et halieutiques du secteur rural, (4) le développement des stratégies d'amélioration de l'accessibilité économique et physique des populations en produits alimentaires (SNSA, 2003).

Parmi les axes prioritaires de stratégie, Conakry est concerné dans l'amélioration des structures de marché physique et institutionnelles et l'appui au développement d'infrastructures de marchés. Afin de satisfaire le marché de Conakry et des villes industrielles (Kamsar, Sangaredi et Fria), il est aussi prévu d'assurer le développement des cultures maraîchères (tomate, gombo, aubergine, piment, pastèque, melon, concombre).

Le contexte économique

Selon le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté¹, depuis 2003, la pauvreté a augmenté : l'incidence de la pauvreté atteignait 50% en 2003, 50,1% en 2004 et 53,6% en 2005. Cette dégradation du niveau de vie des Guinéens est due à la forte détérioration de la situation économique du pays à partir de 2003. Le PIB par habitant est en effet passé de \$ 379 en 2002 à \$ 332 en 2006. D'autre part, l'inflation a augmenté durant la même période passant de 6.1% en 2002 à 39,1% en 2006. Cette évolution a affaibli considérablement le pouvoir d'achat des populations et aggravé les inégalités.

Le milieu rural est particulièrement touché par le phénomène de la pauvreté avec 70% des ménages pauvres tandis que l'incidence en milieu urbain est de 21% à Conakry, la capitale, et 27% dans les autres centres urbains. Conséquence de la dégradation de la situation économique, la pauvreté en milieu urbain s'est considérablement aggravée au cours des dernières années. Certaines zones de la capitale sont surpeuplées et mal desservies en infrastructures urbaines. Ces problèmes urbains sont accentués en particulier par l'exode rural et l'expansion des quartiers périurbains. Ainsi les Communes de Matam (25.5%) et Matoto (25%) enregistrent des ratios élevés de pauvreté, suivies de Kaloum (24.1%), Dixinn (24%) et Ratoma (23.4%). Au niveau des quartiers, ceux de Fotoba (30.7%) dans Kaloum, Simbaya II (28.7%), Dabondy III (27.2%), Dabompa (27%) dans Matoto, Madina Cité (28.2%), Kobaya (27.9%), Madina Mosquée (27.8%), Hafía I et II (27.6%), Bonfi Marché (27.5%) constituent des zones de pauvreté accentuée.

L'augmentation généralisée des prix des produits de première nécessité, notamment les produits alimentaires de base, constitue une préoccupation majeure pour de nombreux ménages qui peinent à se procurer les aliments dont ils ont besoin pour assurer leur subsistance. Selon les données fournies par Dynafiv (Projet « Dynamisation Nationale des Filières Vivrières »), le prix de 1 kilo de riz importé est passé de 2000 FG en mai 2007 à 4000 FG en mai 2008. L'augmentation de 62% du prix des produits pétroliers entre avril et octobre 2008 a contribué à dégrader une situation socio-économique déjà précaire. Depuis le 1er novembre 2008, une baisse de 20% du prix des produits pétroliers est en vigueur mais ce changement ne s'est pas traduit par une baisse sensible du prix des produits alimentaires au niveau national.

¹ Stratégie de Réduction de la Pauvreté 2007-2010, Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. Conakry Juillet 2007

Le contexte environnemental²

Le site de Conakry est constitué par un promontoire peu élevé d'une hauteur de 4 à 6 Km et d'une longueur de 40 Km. Ce promontoire qui est connu sous le nom de presqu'île de Kaloum se prolonge par l'île de Tombo actuellement reliée à la presqu'île par un remblai. C'est le point le plus avancé dans la mer non seulement de la Guinée, mais aussi d'une grande partie de la côte occidentale de l'Afrique.

En face de l'île de Tombo qui elle mesure 3,5 Km sur 1 Km se trouve l'anneau brise des îles de Loos qui protège la ville de Conakry des vents et de la houle.

Structure et relief : La presqu'île du Kaloum est formée d'une série de collines d'une centaine de mètres d'altitude partant du pied du Kakoulima, sommet qui domine la basse Guinée de plus de 1000 m jusqu'au signal du Kaloum qui les termine à 8 Km de l'extrémité de la presqu'île.

C'est un dos de pays très allongé et surbaissé. De chaque côté s'étendent des surfaces subhorizontales bordées par de vastes étendues de poto-poto sur les deux-tiers de la longueur de la presqu'île de Kaloum. L'altitude augmente dans le sens longitudinal légèrement vers l'intérieur.

Cette originalité de la topographie de la presqu'île par rapport au reste du littoral Guinéen se retrouve aussi dans sa structure. En effet le Kaloum est recouvert sur presque toute sa surface d'une cuirasse latéritique très ferrugineuse formée aux dépens de la dunite, roche éruptive basique qui constitue le soubassement de la presqu'île.

Le minerai de fer de Conakry provient de décomposition latéritique de cette masse de dunite dont la forme en profondeur est mal connue. Il semble s'agir d'un dyke dont la direction générale coïncide avec l'une des directions majeures de la cassure des séries primaires gréseuses du Fouta-Djalon et dont on retrouve le prolongement de l'autre côté du Kakoulima.

La mise en place de ces roches basiques est très probablement postérieure aux séries primaires du Fouta-Djalon. Quant aux îles de Loos, elles sont formées de syénites néphrétiques se décomposant dans les parties les plus basses pour donner une latérite bauxitique.

Climat : Le climat de Conakry appartient au type tropical maritime ou sub-Guinéen, influencé par un courant chaud, le contre courant de Guinée et par la mousson atlantique.

Le climat est caractérisé par des précipitations importantes pouvant dépasser 4 m/ an. Une température peu variable et élevée avec un minimum annuel de 19°.

Un contraste très marqué entre une saison presque rigoureusement sèche, d'Octobre à Mai avec une humidité relative variant de 65 à 90% et une saison des pluies de Juin à Septembre avec de fortes précipitations quotidiennes, degré hygrométrique de 77 à 93% et températures légèrement plus basses qu'en saison sèche.

² PAM : Enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de populations engagées dans les activités de récupération d'ordures en zone urbaine de Conakry ; février 2009

La prédominance des vents d'Ouest (de par leur fréquence) avec des variations d'intensité sensibles entre les saisons sèches et humides. Une alternance permanente des brises du jour et de la nuit. Une insolation intensive pendant une grande partie de l'année.

Il existe des brises venant de l'Est au Nord Est qui commencent avant le lever du soleil et s'arrêtent entre 9 et 10h. La brise soufflant de la mer direction Sud Ouest Nord Ouest se lève entre midi et 13h pour cesser avec le coucher du soleil. Les brises de nuit soufflent dans la direction Nord Ouest Nord Est.

Quant à la flore sa forme primaire a disparu au profit du faciès anthropiques. Néanmoins, des reliques de mangroves subsistent par endroits le long des côtes. Au-delà, les espèces dominantes sont les palmiers à huile, les cocotiers, les fromagers et d'autres espèces propres à la savane. Dans ce décor végétal, il faut enfin compter les nombreux espaces verts entretenus sur les surfaces habitées.

Aléas naturels: Historique à compléter

Le contexte socioculturel

La Guinée a une population de 10,2 millions d'habitants³ dont 41,5% en dessous de 15 ans, le taux d'accroissement annuel de la population étant de 3,1%. La Guinée se classe parmi les pays les moins avancés, à faible revenu et à déficit vivrier. En 2008, le pays a été classé 167^{ème} /179 sur l'Indice de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Le pays a connu d'intenses mouvements de population ces dernières années. Sur le plan intérieur, l'exode en direction des zones minières et des centres urbains, particulièrement Conakry, s'est intensifié.

La population de Conakry est d'environ 2,5 millions d'habitants⁴. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1996, les enfants constituent plus de la majorité dans les ménages à Conakry (51,6%). Les quartiers où on distingue les plus fortes proportions d'enfants sont Coronthie (66,5%), Kaporo centre (62,9%) et Gbessia centre (61,9%). A l'opposé, on a les quartiers Miniers (31,7%), Madina Cité (34,9%) et Dabony École (37,2%). Cite noms des communes

Avec la croissance démographique rapide, l'urbanisation de la ville de Conakry s'est effectuée de façon déséquilibrée et désordonnée se traduisant par des pratiques informelles et illégales de production et d'occupation de terrain d'une part et, d'autre part, par une insuffisance des équipements socio communautaires (écoles, dispensaires, marchés) et des infrastructures de base (voiries et réseaux divers). Malgré les mesures prises pour arrêter l'occupation anarchique des espaces à Conakry par la mise en œuvre d'un plan de lotissement, d'opération de parcelles assainies dans certaines zones, le processus de développement spontané de la ville se poursuit. L'état de l'espace urbain de Conakry se caractérise par :

-Une interpénétration des zones loties avec les anciens villages faiblement intégrés tissus urbains et les quartiers de développement spontané ;

³ Estimation de la Direction Nationale des Statistiques (DNS) pour 2008

⁴ PAM Guinea, Impact of high prices on food security, May 2008

-Une urbanisation qui prend la forme d'un étalement sur de vastes étendues d'un habitat pauvre se situant à ras de terre, cohabitant par fois avec de somptueuses villas implantées sur des espaces non aménagés et sous équipés, avec des voies d'accès inadaptées à la circulation d'une ville moderne (Élaboration d'une cartographie de la pauvreté urbaine de la ville de Conakry. Bureau Régional de la planification et du développement, Unicef. Décembre 1999).

L'urbanisation à Conakry est visible sur les images satellitaires (page titre) qui comparent l'étendu du milieu urbain entre 1975 et 2007.

Au plan religieux, Conakry est à l'image de la Guinée, car l'écrasante majorité de la population est musulmane. On compte 96,4% d'adepte de l'islam contre 3,2% de chrétiens. Les quartiers où l'on a recensé des proportions importantes de chrétiens sont : Dixinn Centre, Nongo, Belle Vue Marché et Simbaya⁵.

LES LACUNES en DONNÉES SECONDAIRES de CONAKRY

Il y a peu d'études sur Conakry qui ressortent les éléments souhaités dans le présent cadre d'étude. Ces informations auraient pu permettre par exemple d'avoir les caractéristiques des quartiers, ce qui aurait facilité la stratification lors de l'échantillonnage dans l'enquête urbaine à Conakry. Le document qui va dans ce sens (datant de 1999) est celui du Bureau Régional de la Planification et du Développement. Les documents suivants ont servi de repères :

- Le Plan National du Développement Agricole (PNDA, 2007),
- Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP, 2007),
- Plan National du Développement Sanitaire (PNDS, 2003-2015),
- Enquête Démographique et de Santé (EDS 2005),
- Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA, 2003),
- Plan stratégique du PAM 2008-2011.

En plus de ces documents, la littérature disponible auprès des différentes institutions œuvrant dans les domaines de la sécurité alimentaire, du développement rural, de la statistique, du développement, de l'aide humanitaire et des autres domaines qui leurs sont liés, a permis de remettre dans leur contexte les données primaires collectées dans le cadre de cette étude, et de les compléter. Mais les informations qu'il contient méritent d'être mises à jour après dix ans.

⁵ Élaboration d'une cartographie de la pauvreté urbaine de la ville de Conakry. Bureau Régional de la planification et du développement, Unicef. Décembre 1999

PARTIE II : RÉSULTATS, LES CONDITIONS DE VIES DE MÉNAGES

Pour faciliter la lecture de cette analyse, nous proposons quatre comparaisons des variables : par commune, par sexe du chef de ménage, par richesse (quintile de pauvreté) et par classe de sécurité alimentaire (sévère, modéré, ou en sécurité). Pour plus d'explications sur la classification des ménages en classes de sécurité alimentaire et en quintiles de richesse, voir **XXXXX**. Pour chaque sous-chapitre, les quatre comparaisons sont mises en évidence ainsi que leurs différences significatives (entre les éléments comparés).

A. LES MÉNAGES & LEURS MOYENS

Pour l'ESAC, 1546 ménages ont été enquêtés à Conakry, situés dans 128 secteurs et cinq communes. Voir tableau 1. Cette section décrit les ménages de Conakry, et les moyens qui sont à leur disposition : humains (démographique), naturels, habitat et savoir faire.

Tableau 1 **Ménages étudiés** (enquêtés) (Nb.)

CONAKRY		1536				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
		212 (300*)	101 (300*)	218 (288*)	541 (324*)	463 (324*)
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	332	1203				

* nombre réel enquêté pour une représentativité statistiquement valable (sans pondération)

Démographie

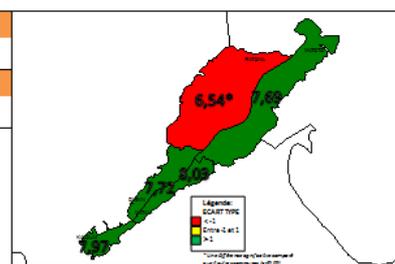
La démographie de Conakry est caractérisée par des familles nombreuses, une prédominance de membres dépendants, une forte proportion de femmes chefs de ménage et une grande immigration. Les langues employées par le chef de ménage les plus fréquentes sont soussous (37%), peuhl (30%), français (23%), malinké (10%) et les langues forestières (0,2%).

La taille moyenne de ménages à Conakry est de 7,42 membres. La taille de ménages diffère de façon significative de cette moyenne uniquement quand on étudie la classe d'insécurité alimentaire ou la richesse. Les ménages qui souffrent d'insécurité alimentaire sévère (IAS) sont beaucoup plus petits : 2,16 comparé à 7,4 ou 7,5 pour les ménages en insécurité alimentaire modéré (IAM) ou sécurité, respectivement (Tableau 2). La taille des ménages demeure faible aussi pour les familles plus pauvres: 5,8 comparé à 8,85 pour les plus riches.

Tableau 2 **Taille de Ménages** (Nb.)

CONAKRY		7,42				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
		7,72	7,97	8,03	7,69	6,54*
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	5,84*	7,23	7,24	7,92	8,85	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	2,16*	7,41	7,50			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	7,89	7,19*				

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison



La composition des ménages par tranche d'âge nous indique qu'en moyenne : 60% de la population de Conakry est en âge productif (entre 14 et 59 ans), 22% sont des jeunes (entre 6 et 14 ans), 15% des enfants (5 ans ou moins) et 3% ont 60 ans ou plus. Pour les ménages en IAS, cette répartition est de 81, 11, 7 et 1%, respectivement. Matam a le plus d'âge productif, Ratoma a le plus de jeunes, Dixinn et Matoto le plus d'enfants et Kaloum, le plus d'habitant de troisième âge. Les femmes chefs de ménages hébergent presque deux fois plus de membres de troisième âge (et moins d'enfants) que les hommes chefs. Sans surprise, les plus riches ont plus de membres en âge productif.

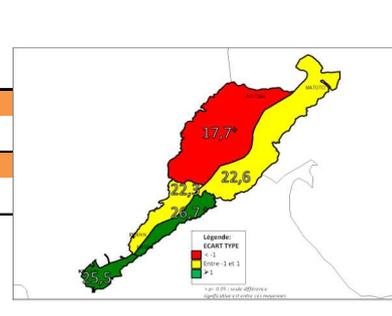
Tableau 3 établit la proportion de **femmes chefs de ménages** dans toutes les classes et comparaisons. En lisant le tableau on peut dire qu'à Conakry 21,7% des ménages sont dirigés par une femme, ainsi que 22,3% des ménages à Dixinn, 26% des ménages les 'plus pauvres' et aucun des ménages en insécurité alimentaire. Un chef de ménage à Conakry est trois fois plus souvent un homme (78,3%) qu'une femme (21,7%). La moyenne de femmes chefs de ménage remonte à 25,7% pour Matam et est à son plus faible niveau à Ratoma (17,7%). Encore une fois, la différence de cette moyenne globale se manifeste surtout quand on étudie la classe d'insécurité alimentaire ou la richesse. Paradoxalement, les ménages en insécurité alimentaire sévère (IAS) sont surtout des hommes (seulement 1,5% des ménages IAS a une femme pour chef) --ce qui laisse croire que les femmes à Conakry sont soit débrouillardes soit bien soutenues par les remittances.

Tableau 3 Femmes Chefs de Ménage (%)

CONAKRY	21,7				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure		
	22,3	25,5	25,7 ⁺	22,6	17,7 ⁺
	26,0 ⁺	21,4	19,5	19,4 ⁺	21,9
	0,0*	18,4	22,1		

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes



Au de la du tableau, parmi les femmes chefs de ménage (n=332), 0% sont en insécurité alimentaire sévère (IAS) et 4,2% en insécurité alimentaire modéré (IAM), comparé à 1,9 et 5,2% respectivement pour les hommes chefs du ménage.

L'âge moyen d'un chef de ménage à Conakry est de 45,9 ans et les femmes chefs sont plus âgées (50 par rapport à 45 ans pour les hommes). Les chefs des ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère (IAS) sont plus jeunes (35 ans par rapport à 46 ans pour les ménages en sécurité). Plus de la moitié des chefs hommes ont une seule femme (51%), 14% ont deux femmes, 3% ont trois et 1% ont quatre femmes.

A l'intérieur de ces ménages à Conakry, on retrouve un grand nombre de **dépendants** (les membres qui ont moins de 14 ans ou plus de 60 ans et qui ne sont pas productif) : 40,09%. Seul dans la comparaison entre classes d'insécurité alimentaire on remarque des grandes différences : 19,11% pour les ménages en sécurité alimentaire sévère (IAS), 45,49% pour les modérés et 40,19% pour les ménages en sécurité.

Migration & urbanisation

L'immigration est aussi un facteur prépondérant à Conakry. Plus de 22% des ménages ont eu au moins un membre qui est arrivé dans le ménage les derniers six mois –représentant 62% des secteurs enquêtés. Ça signifie un total de 314 immigrants sur 11 390 personnes dans les ménages enquêtés, ou un taux d'immigration de 2,8% dans les derniers six mois. Pour six (6) ménages (moins d'1% des ménages enquêtés), trois à Matoto et trois à Ratoma, le ménage entier est nouvellement arrivé -- une pure manifestation de l'urbanisation. Pour 32 ménages (2%) au moins la moitié du ménage est arrivée dans les six derniers mois. Pour 22, ou 7% de ménages recevant des immigrants, le nouveau arrivé est le chef de ménage.

Les nouvelles arrivées se trouvent surtout dans les ménages en sécurité alimentaire (21% comparé à 15% pour les IAS) et les riches (25% par rapport à 16% pour les plus pauvres). Ils arrivent surtout dans les foyers où l'homme est chef (22% par rapport à 18% pour les FCM) mais quand ils viennent chez les femmes chefs (et à une moindre échelle chez les pauvres), ils viennent plus nombreux (1,92 comparé à 1,71 dans les ménages hommes). Pour les ménages recevant des immigrants (n=314), le nombre de nouvelles arrivées est de 1,74 en moyenne et fluctue entre un et sept par ménage d'accueil.

Le profil de ces migrants est le suivant : plus de la moitié de ces immigrants sont des femmes (51%), 33% sont des hommes et 16% des enfants. Les facteurs les poussant à venir à Conakry sont nombreux (multiples réponses permis) allant d'un manque de soutien générale (39%), à la recherche de travail (31%), 21% scolarisation et 7% dus aux conflits. Selon l'ESAC au niveau des secteurs, 40% des ces immigrants viennent d'une autre ville à l'intérieur de Conakry, 27% d'un pays étranger, 17% du milieu rural et 17% d'un autre secteur à Conakry même.

Au de-là de l'immigration à Conakry, l'importance des rémittences pour certains groupes d'habitants confirme peut-être une émigration d'une certaine envergure. Six pourcent (6%) des ménages citent le transfert d'argent venant des migrants comme source principale de leur revenu. Parmi les communes, ce taux est de 7,7% pour Matoto et seulement 2,4% pour Dixinn. Les IAS ne signalent aucune rémittence, et les IAM que 1%. Les rémittences sont une source de revenu pour les plus riches (19,6%) jusqu'à 2,9% pour les plus pauvres. La différence la plus frappante se trouve entre les hommes et femmes chef de ménage. Les femmes chef de ménages dépendent des rémittences presque cinq fois plus que les hommes : 15,6% par rapport au 3,4%.

En plus de ces immigrants se trouvent cinq réfugiés hébergés par les ménages enquêtés –tous hébergés par les ménages riches ou en sécurité alimentaire : deux à Ratoma et Matoto et un à Matam.

Seuls 5% des secteurs (n=6) ont révélés des ménages marginalisés. La plupart entre eux soulèvent des communautés de pêcheurs étrangers (Sierra Leone ou autre) comme exemple de ménages marginalisés.

Ressources naturelles

Tel le cas pour la plupart de villes à travers le monde, les ménages de Conakry ont peu de ressources naturelles à leur disposition. Comme atout majeur dans l'actif ménager, 42% des

ménages possèdent une terre cultivable mais seuls 10% ont pratiqué l'agriculture lors des 12 derniers mois. A Kaloum, 26% des ménages ont pratiqué l'agriculture les 12 derniers mois par rapport à 5% dans la commune de Matam. Aucun des ménages se trouvant en insécurité alimentaire sévère (IAS) ont pratiqué l'agriculture tandis que 38% d'eux possèdent des terres cultivables. L'ESAC n'a pas fournis des explications pour cette différence majeure.

Malgré sa position géographique face à la **mer**, seul 3% des ménages (n=43) de Conakry pratiquent la pêche (la plupart de temps, c'est un seul membre du ménage).

L'accès à l'**eau potable** à Conakry n'est pas sans défi. Seuls 87% des ménages ont accès à l'eau courante –et seul 53% dans leurs maisons. Dans la commune de Ratoma seul 43% des ménages ont de l'eau dans la maison et 60% à Dixinn. Au moins 27% des ménages à Conakry marchent un minimum de 15 minutes pour chercher l'eau et 5% marche plus d'une heure. Seuls 25% des ménages souffrant de l'insécurité alimentaire sévère (IAS) ont de l'eau dans la maison ; 36% des ménages les plus pauvres et 51% des chefs masculins (par rapport à 60% des femmes chefs).

Un autre 6,3% emploient des puits et 6% des forages. L'eau et l'assainissement sera exposé en détail ci-dessous.

L'Habitat, actifs et biens

Lors de l'enquête ménage, on s'est intéressé à certaines caractéristiques du logement (disponibilité de l'électricité, approvisionnement en eau, matériaux du toit et revêtement du sol, type de toilettes). On a également recueilli des informations sur la possession d'un certain nombre d'équipements modernes (radio, télévision, réfrigérateur, bicyclette, motocyclette, véhicule). Ces caractéristiques permettent d'apprécier les conditions socio-économiques des ménages. Ce sont, en outre, des éléments qui entrent en compte dans l'amélioration des conditions de vie et partant dans l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population.

Statut d'occupation : L'analyse du statut d'occupation du logement montre que la majorité des ménages enquêtés (54,7%) sont locataires, 35,3% sont propriétaires et le reste est représenté par ceux qui sont logés gratuitement. Ce statut de locataire reste uniforme au niveau des communes avec une légère prédominance dans les communes de Matam (58,7%) et de Ratoma (56,6%). Il n'y a pas encore de changement, parmi les propriétaires de logement ; le plus grand nombre se trouve encore dans les communes de Matoto et de Ratoma.

Les ménages en insécurité alimentaire sévère (IAS) sont propriétaires seulement à 13,0% et locataires à 73,9%. Par contre, les ménages en sécurité alimentaire sont propriétaires à 36,3% et locataires à 53,7%. A Conakry, on trouve plus de femmes chefs de ménage propriétaires que d'hommes (48,0% contre 31,9%). Les hommes chefs de ménage sont beaucoup plus des locataires.

Revêtement du sol et toitures : Le revêtement du sol des pièces d'habitation revêt une importance capitale car il peut être un facteur de propagation de certains parasites ou germes responsables de maladies. On constate que plus du un tiers (82,2%) des ménages vivent dans des logements dont le sol est recouvert de ciment, la proportion de carreaux ne représente que 17%. Ces résultats concordent avec ceux trouvés lors de l'EDS 2005 (81% des logements urbains recouverts de ciment).

L'analyse avec le principal matériel pour le toit montre que les tôles sont presque utilisées de la même manière dans les différentes classes avec en plus, pour les riches et plus riches une tendance à utiliser les dalles et tuiles, tandis que pour les pauvres et moyen pauvres c'est la paille. L'utilisation de carreau comme principal matériel pour le sol est de loin plus élevée dans la classe des plus riches (60,4%), les autres classes n'utilisant que le ciment à des proportions presque identiques avec une légère prédominance dans la classe des plus pauvres (98,4%).

Eau & assainissement de l'habitat : Concernant l'approvisionnement en eau destinée à la consommation, on constate qu'au niveau de Conakry, le robinet d'eau courante est la principale source d'eau de boisson des ménages (87,4%), suivi du forage à pompe (5,6%) ; le puits traditionnel est encore utilisé à 4,5% des cas.

Au moins 91,2% des plus riches utilisent le robinet d'eau courante comme source principale d'eau de boisson, contre 82,4% des plus pauvres ; l'utilisation des puits traditionnels et marigot/rivière est quasi nulle dans la classe des plus riches. Autant le temps qu'il faut aux ménages pour aller chercher de l'eau de boisson augmente, autant la proportion de ménages diminue dans la classe des plus riches, les $\frac{3}{4}$ ont leurs sources dans la maison/cour/concession.

En ce qui concerne le type de toilettes dont disposent les ménages, les données montrent que les latrines modernes et collectives restent majoritaires, respectivement 38,6% et 32,7%. Très peu de ménages possèdent des toilettes avec chasse d'eau (6,1 %).

Par ailleurs, les proportions d'utilisation des latrines modernes et toilettes avec chasse d'eau sont plus élevées dans la classe des plus riches, inversement, celles des latrines collectives et traditionnelles sont élevées dans la classe des plus pauvres. Si l'utilisation des bougies comme source principale d'éclairage est de un tiers dans le groupe de plus pauvres, elle est presque de un sur six dans celui des plus riches car plus de la moitié (55,2%) de ceux-ci n'utilisent que l'électricité. La quasi-totalité des ménages dans les différentes classes de richesse utilisent à des proportions presque identiques le charbon comme source principale énergie pour la cuisson, mais le Bois de chauffe/déchets de bois n'est principalement utilisé que par les pauvres et les plus pauvres, le gaz reste uniquement l'apanage des plus riches.

Électricité : L'électricité reste encore rare à Conakry, car elle n'est utilisée que par la moitié des ménages comme source principale d'éclairage, tandis que le quart utilise encore la bougie. La capacité des ménages à préparer et cuisiner leur nourriture est l'un des effets affectant l'utilisation des nourritures. Le charbon est de loin (92,8%) la source d'énergie la plus fréquemment utilisée par les ménages pour la cuisson des aliments, suivi du bois de chauffe/déchets de bois (4,1%) - d'où le début d'un autre cercle vicieux avec au bout de l'échelle, un environnement non favorable à la sécurité alimentaire.

Biens des Ménages et Indice de Richesse⁶ : La possession des biens de consommation durables par les ménages est révélatrice de leur niveau de vie et de leur accessibilité à certains

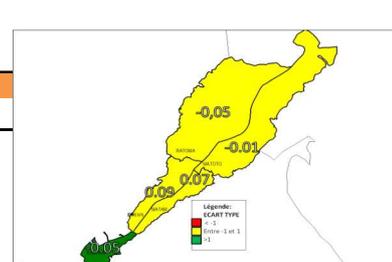
⁶L'indice de richesse des ménages (« household wealth index »), aussi appelé indice de niveau de vie ou de bien-être économique des ménages, est construit à partir des informations collectées relatives aux biens possédés

services sociaux de base. Les questions posées sur les biens de consommation durables des ménages ont porté entre autres sur la possession d'un poste radio, d'une télévision, d'un téléphone, et d'une cuisinière ainsi que sur certains moyens de transport tels qu'une bicyclette, une motocyclette et une voiture. On remarque que dans l'ensemble, la radio est le bien le plus fréquemment possédé par les ménages (76,9%), 8 % une cuisinière, une télévision 67,8%, le réfrigérateur 43,9%.

Tableau 4 **Indice de Richesse** (Indice)

CONAKRY					
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
	0,09	-0,05	0,07	-0,01	-0,05
SECURITE	<i>Sévères (IAS)</i>		<i>Modérés (IAM)</i>		<i>Secure</i>
ALIMENTAIRE	-0,75	-0,52	0,03*		
CHEF DE	<i>Femmes</i>		<i>Hommes</i>		
MENAGE	-0,07	0,02			

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison



Afin de mesurer le bien être économique des ménages, un indice a été construit à partir des données sur les biens des ménages et en utilisant l'analyse en composante principale. Les informations sur les biens des ménages proviennent des réponses aux questions relatives à la possession par les ménages de biens durables (télévision, radio, voiture, etc.) et celles concernant certaines caractéristiques du logement (disponibilité de l'électricité, type d'approvisionnement en eau de boisson, type de toilettes, matériau de revêtement du sol, nombre de pièces utilisées pour dormir, type de combustible pour la cuisine, etc.).

Dans le groupes des quintiles les plus pauvres la proportion de ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction est de 29,2%, cette proportion diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction atteint le supérieur (3,3%) ; inversement, dans le groupe des quintiles les plus riches, la proportion augmente progressivement allant de 6,8% pour ceux qui n'ont aucun niveau à 36,8 pour le niveau supérieur.

Le statut de richesse ne diffère pas significativement selon le sexe quoique les plus pauvres restent les femmes, 24,1% contre 19% des hommes ; dans le quintile des riches les hommes représentent 20,4% contre 17,8% des femmes. Les quintiles de richesse varient en fonction du statut d'occupation du logement, les proportions de propriétaire augmentent logiquement allant de 25,1% pour les plus pauvre à 54,1% pour les plus riches, cependant 32,4% des pauvres sont propriétaires du logement. Inversement, dans le même sens, les proportions de locataire et d'hébergés gratuitement diminuent.

par les ménages (voiture, radio, mobylette, téléviseur, réfrigérateur, etc), aux caractéristiques de leur logement (type de toilettes, composant des murs du logement, etc). L'analyse en composantes principales (ACP) est le procédé statistique le plus adapté pour découvrir la variable fondamentale de richesse : la richesse étant considérée comme une variable fondamentale, qui ne peut pas être directement observée mais qui est associée à un certain nombre d'indicateurs. Essentiellement, cette analyse factorielle attribue un score à chaque ménage sur la base des biens possédés et des caractéristiques du logement habité. Le score total d'un ménage est d'autant plus élevé que le ménage possède des avoirs qui caractérisent son bien-être matériel.

Plus du tiers (39,1%) des ménages les plus pauvres sont dans l'insécurité alimentaire sévère, seulement 19,1% sont en sécurité alimentaire. On n'a trouvé aucun ménage plus riche dans l'insécurité alimentaire sévère, cependant 4,3 des ménages riches sont en insécurité alimentaire sévère

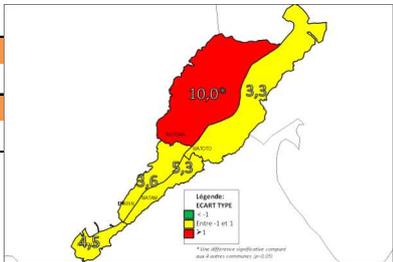
Une projection de l'indice de richesse par commune fait remarquer que dans les quintiles les plus riches, les plus grandes proportions se trouvent dans les communes de Ratoma et Matoto (respectivement 25,1% et 39,4%), paradoxalement dans le groupe des plus pauvres, c'est dans ces mêmes communes que les proportions sont plus élevées (respectivement 33,4% et 39,6%), ce qui dénote un caractère très mixé en terme de quintiles de richesse. On remarque aussi que les plus riches sont plus nombreux que les plus pauvres à Dixinn, à Matam, et contrairement, les plus pauvres sont plus nombreux que les plus riches à Ratoma et à Kaloum, tandis que les deux proportions se côtoient à Matoto.

Le savoir faire : instruction & scolarisation

Le niveau d'instruction des membres d'un ménage et notamment l'instruction des femmes est un élément important dans l'amélioration des conditions de vie dans la société et particulièrement au sein des familles. Lors de notre enquête ménage, on a collecté des données sur le niveau d'instruction du chef de ménage et sur la scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans.

Tableau 5 **Enfants jamais scolarisés** (% , 6-14ans)

CONAKRY		5,7				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
	3,6	4,5	5,3	3,3	10,0*	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	11,9*	4,2	4,6	3,7	4,6	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	40,0*	9,5	5,3			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	5,6	5,7				



*p < 0,05 : différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

Sur le plan de l'alphabétisation, sur l'ensemble des secteurs seuls 6,3% déclarent avoir eu un centre d'alphabétisation dont 50% sont dans la commune de Matam.

Les résultats révèlent que dans l'ensemble, la proportion des chefs de ménage qui n'ont aucun niveau d'éducation (20,9%) est plus élevée que celle de ceux qui ont atteint les niveaux primaires (13,5%) et supérieur (16,7%). On retrouve beaucoup plus de niveau coranique (21,2% des cas), tandis que le niveau professionnel ne représente que 6,8%.

Par ailleurs, la proportion de femmes n'ayant aucun niveau d'instruction est nettement plus élevée que celle des hommes (47,1 % contre 13 %). En dehors du niveau professionnel, quelque soit le niveau d'instruction, on constate que la proportion d'hommes est toujours supérieure à celle des femmes : au niveau primaire les proportions sont de 13,8 % chez les hommes contre 12,2 % chez les femmes. En outre, 22 % des hommes ont atteint le niveau secondaire contre 15,8 % des femmes et au niveau supérieur, la proportion est à peu près quatre fois plus élevée chez les hommes que chez les femmes (19,8 % contre 5,5 %). Même au niveau coranique, on

retrouve deux fois plus d'hommes que de femmes (24,2% contre 10,6%). Cependant, au niveau professionnel, les femmes sont en avance avec 8,2% contre 6,4% pour les hommes.

Les résultats selon les communes mettent aussi en évidence des disparités. Les communes de Matam (20,2%), de Matoto (23,2%) et de Ratoma (23,7%) hébergent plus de chefs de ménage sans niveau d'instruction que les communes de Dixinn (12,3%) et de Kaloum (16,7%). Dans la commune de Matam, 11% ont atteint le niveau primaire, et 20% le niveau supérieur.

Dans le groupes des quintiles les plus pauvres la proportion de ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction est de 29,2%, cette proportion diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction atteint le supérieur (3,3%) ; inversement, dans le groupe des quintiles les plus riches, la proportion augmente progressivement allant de 6,8% pour ceux qui n'ont aucun niveau à 36,8 pour le niveau supérieur. De façon générale, l'analyse par scolarisation des enfants de 6 à 14 ans fait ressortir les mêmes tendances en faveur des quintiles riches. L'analyse du niveau d'instruction avec l'insécurité alimentaire montre les proportions les plus élevées dans la classe de consommation acceptable (SA) et ceux, quelque soit le niveau d'instruction.

Scolarisation des enfants de 6 à 14 ans et l'abandon : Au moment de l'enquête 90,6 % des enfants fréquentaient l'école : 91,2% pour les garçons contre 88,8 % pour les filles. Sur le plan spatial, la commune de Dixinn détient la fréquentation scolaire la plus élevée soit 94,3%, tandis que dans la commune de Ratoma elle est de 85,5%. La fréquentation de l'école par les enfants rejoint cette logique spatiale à raison de 91,5% pour les filles et celle des garçons de 98,3% dans la commune de Dixinn, contre 84,6% pour les filles et 88,5% des garçons dans la commune de Ratoma.

En moyenne, 3,7% d'enfants de 6 à 14 ans ont abandonné l'école. Les filles sont plus nombreuses à abandonner que les garçons (5,5% contre 3%). Le phénomène d'abandon scolaire est surtout marqué par trois causes fondamentales :

- le coût élevé des frais de scolarité (33,2%),
- le travail de l'enfant (13,8%)
- le manque d'intérêt des parents et enfants (12%).

La proportion d'abandon reste plus élevée chez les plus pauvres (5,3%) que chez les plus riches (1,8%). Inversement, elle est plus petite dans la classe de consommation acceptable (SA) que celle de consommation limite ou insécurité alimentaire modérée.

En moyenne, 5,5% n'ont jamais été scolarisés. La non scolarisation est plus marquée dans la commune de Ratoma (10%) contre 3,3 % dans la commune Matoto. Selon le sexe la commune de Ratoma à un taux de 12% pour les filles contre 5,1 % dans la commune de Matoto. Au niveau des garçons la commune de Ratoma détient encore le niveau le plus élevé de 5% contre 0,1% dans la commune de Dixinn. Au moins 40% des enfants qui n'ont jamais été à l'école sont d'insécurité alimentaire sévère (IAS). Tandis que 11% sont dans le quintile de richesse plus pauvre contre 4% dans le quintile plus riche.

De façon générale, l'analyse par scolarisation des enfants de 6 à 14 ans fait ressortir les mêmes tendances en faveur des quintiles riches

B. DISPONIBILITE ALIMENTAIRE

La disponibilité alimentaire désigne la quantité de nourriture réellement présente dans un pays ou une région sous toutes les formes de production domestique, d'importation commerciale et d'aide alimentaire. La disponibilité alimentaire d'une zone ou d'un pays confronté à une situation d'urgence dépend : (i) des stocks et de la production actuelle de la région; (ii) de la capacité du marché – c'est-à-dire, la volonté et la capacité des commerçants – à importer des denrées; et (iii) des stocks maintenus et des denrées acheminées dans la région par les agences gouvernementales et d'aide. Même si la production au niveau des ménages contribue autant à l'accès qu'à la disponibilité alimentaire, les notions de production et de soudure sont attachées à ce chapitre et ne sont pas répétées dans le chapitre suivant. Les deux derniers points seront développés dans le chapitre accès alimentaire pour compléter l'analyse sur la disponibilité alimentaire.

Parmi les ménages de Conakry, 29% pratiquent le petit commerce, 14% sont des fonctionnaires, 12% pratiquent l'artisanat, 10% sont des entrepreneurs et 10% dans le privé. Bien que ça ne rapporte pas de revenu important, 20% des ménages pratiquent aussi l'élevage, 10% l'agriculture et 3% la pêche.

La production agricole

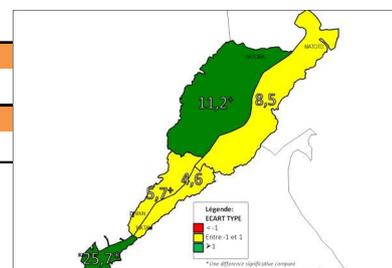
L'agriculture demeure une activité marginale dans la ville de Conakry. En effet, sur 1535 ménages enquêtés dans les différentes communes urbaines de la capitale, seulement 9,6% déclarent pratiquer l'agriculture urbaine (voir tableau 5).

Tableau 6 Pratiquer l'agriculture (%)

CONAKRY	9,6				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
	5,7 ⁺	25,7*	4,6	8,5	11,2 ⁺
	10,4	11,1	7,1	8,5	10,7
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure		
	0,0*	13,2	9,5		
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes			
	5,4*	10,7			

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes



En répartissant le nombre total de ceux qui ont fait l'agriculture entre les communes, on constate que cette pratique est principalement accentuée dans deux communes de Conakry, Ratoma et Matoto, qui concentrent respectivement 35,6% et 31,5%. La commune de Kaloum vient en troisième position avec 17,8%. En effet, ces agglomérations ont la particularité d'être situées dans la « haute banlieue » où l'urbanisation est moins dense ; par conséquent où il existe encore des espaces cultivables. Cependant, en analysant le nombre des ménages de chaque commune ayant pratiqué l'agriculture par rapport au nombre total de ménage de la commune, on trouve que Kaloum vient en première position avec 25,7%, suivi de Ratoma (11,2%) et de Matoto (8,5%).

A Conakry l'agriculture est deux fois plus pratiquée par les hommes que par les femmes. L'agriculture à Conakry n'est pas liée nécessairement à la classe de richesse des ménages. En effet, parmi ceux qui ont pratiqué l'agriculture, les classes « pauvres » et « plus pauvres »

représentent respectivement 23,1% et 21,8%, contre 17% et 22,4% des classes riches et très riches. Le regard sur les classes de sécurité alimentaire montre qu'aucun ménage de la classe de l'insécurité alimentaire sévère n'a pratiqué l'agriculture au cours des 12 derniers mois. La majorité de ceux qui ont pratiqué l'agriculture appartient à la classe de sécurité alimentaire à 93,2%, tandis que seulement 6,8% sont dans la classe de l'insécurité alimentaire modérée.

Les principales cultures en termes de volume demeurent le riz et le manioc qui représentent respectivement 22,9% et 21,8% de la production agricole urbaine. C'est également ces deux (2) spéculations qui constituent les principales cultures en termes d'argent, respectivement 21% et 23,7%. A ces deux principales cultures il faut ajouter celles du maïs, l'arachide, le fonio qui représentent respectivement 15,5%, 12,1% et 5%. Il faut noter que l'igname, le gombo, l'aubergine...sont aussi cultivés mais à une échelle plus réduite.

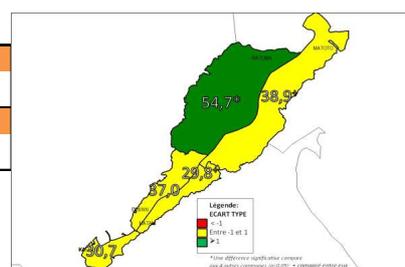
Par ailleurs, cette production agricole est divisée en deux catégories : la culture vivrière et celle de rente. La culture vivrière est essentiellement destinée à l'autoconsommation, pour 52% des ménages, contre 18% dans le cas de la culture de rente. La part destinée à la vente est de seulement 4,3% pour la culture vivrière, tandis qu'elle est de 15% pour la culture de rente. Et en fin les parts destinées à la vente et l'autoconsommation sont de plus de 43% pour la culture vivrière et de 65% pour celle de rente.

Il convient de noter que cette l'agriculture destinée à l'autoconsommation ne permet pas aussi d'alléger pour toute l'année les besoins des ménages car couvrant à peine le tiers de l'année (quatre mois) pour la culture vivrière et le quart pour celle de rente (trois mois). A cela il faut ajouter une légère régression constatée au niveau du nombre de mois couverts par l'auto consommation s'agissant de la production de rente (qui était en moyenne de 3,1 mois l'an dernier contre 3 mois cette année) et une progression s'agissant de la production vivrière (3,4 mois l'an dernier contre 3,8 mois cette année).

Possession de terres cultivables : La nature juridique de la possession des terres cultivables a un impact sur la production. En effet, dans les communes dans lesquelles l'agriculture urbaine est plus accentuée (pour rappel Matoto et Ratoma), la proportion des ménages propriétaires des terres cultivables est la plus importante (voir tableau 6). Dans ces deux agglomérations, 72% des ménages enquêtés sont propriétaires terriens, soit 38,9 % à Matoto et 54,7% à Ratoma. Les femmes restent minoritaires en ce qui concerne l'accès au foncier, car seulement 35,5% sont propriétaires des terres contre 43,2% pour les hommes.

Tableau 7 Possession de terre (%)

CONAKRY	41,6				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
RICHESSSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
	37,0	30,7	29,8 ⁺	38,9 ⁺	54,7*
	45,6 ⁺	37,9 ⁺	42,1	38,6	43,6
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure		
	35,5	42,6	41,1		
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes			
	35,5*	43,2			



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes

La pêche urbaine

Au cours de l'enquête, il a été demandé aux chefs de ménages combien de membres pratiquent la pêche. Les résultats montrent que 97% des ménages ne pratiquent pas la pêche et ceux qui le pratiquent sont au nombre de **XX ménages**. A Conakry, elle est pratiquée autant par les hommes que par les femmes chefs de ménage. **Parmi les ménages qui ont au moins un qui pratique la pêche (n=X)**, la majorité (23,8%) se trouve à Kaloum suivi de Matam avec 3,2%. Dans les autres communes les proportions varient de 0,9 à 1,1% (voir tableau 8).

Dans l'ensemble, habituellement, la pêche couvre en moyenne huit (8) mois d'autoconsommation du poisson. L'année dernière cette moyenne a diminué jusqu'à sept (7) mois. Chez les hommes chefs de ménage la moyenne habituelle est de 8,30 mois contre 7,41 la moyenne (mois) d'autoconsommation couverte l'an dernier. Tandis que chez les femmes chefs de ménage, la moyenne habituelle est de 6,97 contre 6,01 l'an dernier.

Tableau 8 **Pratiquer la pêche (%)**

CONAKRY	2,7				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
	0,9 ⁺	23,8*	3,2 ⁺	1,1	0,9 ⁺
	3,9	5,2*	2,3	1,0	1,0
SECURITE ALIMENTAIRE	0,0	0,0	3,0*		
CHEF DE MENAGE	2,7	2,9			

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison
⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes

Les raisons évoquées de cette diminution sont la détérioration/manque de moyen de production pour 38,9% des cas, suivi de l'augmentation de la taille du ménage. L'augmentation de la quantité vendue (7,5%) comme raison du changement est à part entière un autre signe de survie pour ces ménages à faire face aux besoins.

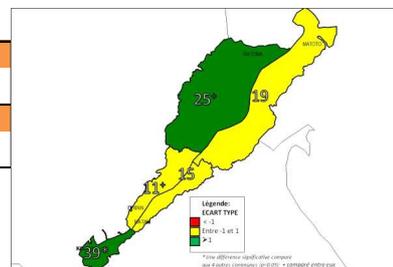
La pêche est pratiquée à 24,5% dans les quintiles pauvres contre 17,5% dans les quintiles riches. Dans les autres quintiles, la pêche est pratiquée presque au même niveau (voir tableau 8). La majorité de ceux qui pratiquent la pêche se trouvent dans sécurité alimentaire (SA).

L'élevage urbaine

A Conakry, moins marginalisé que l'agriculture, l'élevage est pratiqué par 20,4% des ménages enquêtés (voir tableau 8). Il est principalement accentué dans les communes de Kaloum et Ratoma, respectivement 38,61% et 24,62% des ménages enquêtés. L'élevage est pratiqué à hauteur de 20% quelque soit le sexe du chef de ménage.

Du point de vue sécurité alimentaire, on trouve une disparité car seulement 8,3% des ménages appartenant à la classe IAS pratiquent l'élevage contre 13,2% dans la classe de l'insécurité modérée (IAM) et 20,9% dans la classe de sécurité alimentaire (SA). Selon les quintiles de richesse, les pauvres pratiquent beaucoup plus l'élevage que les ménages moyens (24,5% contre 17,5%). Dans les autres quintiles, l'élevage est pratiqué autour de 19 à 20%.

		Elevage (%)				
		20,3				
COMMUNE		10,9 ⁺	38,6*	14,7	19,2	24,6 ⁺
RICHESSE		19,5	24,5 ⁺	17,5 ⁺	20,2	19,9
SECURITE						
ALIMENTAIRE		8,3 ⁺	13,2	20,9 ⁺		
CHEF DE						
MENAGE		19,9	20,5			



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes

En moyenne le nombre d'Unité de Bétail Tropical » (UBT)⁷ disponible ou vendu ou consommé est inférieur à 1. Parmi les principales raisons de la vente les dépenses alimentaires sont citées dans plus de la moitié des cas (52,8%), les dépenses de cérémonies (13,2%), les dépenses de santé (10,2%), les frais de scolarité (10,6%) et autres (13,2%).

C. ACCES ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire ne signifie pas seulement une disponibilité des aliments (par une production agricole ou l'importation nationale) mais aussi la capacité des ménages à obtenir les aliments, de se les procurer à travers l'achat, des échanges ou d'autres méthodes. Dans le milieu urbain, l'accès est assuré surtout par le marché. Pour employer le marché, il faut un revenu. Ce sous-chapitre explore les revenus des ménages (volume et source), les marchés de Conakry, les dépenses des ménages et leurs dettes.

Le revenu des ménages

Le revenu médiane⁸ mensuel per capita à Conakry est de 158 333 FG –un chiffre qui compare raisonnablement avec le PIB par habitant (2005) de 144 973 FG. Parmi les communes le revenu médiane mensuel *per capita* est le plus faible pour Matam et le plus fort pour Ratoma (voir tableau 10). Pour les plus riches les revenus montent jusqu'à 185 714 FG et sont plus faibles pour les classes pauvres et plus pauvres. Notez que la taille de ménage est relativement faible pour la classe 'plus pauvre' –ce qui pèse beaucoup dans le calcul du revenu per capita (cela explique pourquoi le revenu des plus pauvres est plus élevé que le revenu des plus riches, par exemple). Les femmes

⁷ Bovins = 0.73 UBT ; Caprins/Ovins = 0.12 UBT ; Porcs = 0.16 UBT ; Volailles = 0.005 UBT ; Chameaux = 1.25 UBT ; Ânes = 0.5 UBT ; Chevaux = 1 UBT.

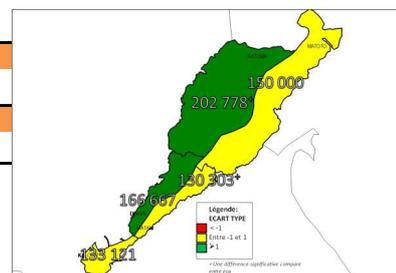
⁸ L'estimation des revenus dans une enquête est très compliquée et sujette aux erreurs multiples à maints niveaux (formulation de la question lors de la collecte, rédaction et saisie mais aussi l'hésitation de divulguer et la mémoire des répondants). Pour cette raison l'analyste est systématiquement obligé d'employer les ressources statistiques qui fournissent l'ordre de grandeur le plus proche de la réalité contextuelle. Pour l'ESAC, la médiane des revenus était choisie (au défaut de la moyenne qui est très sensible aux valeurs extrêmes ainsi qu'à la distribution des valeurs).

chefs de ménage gagnent significativement moins que les hommes chefs de ménage (118 318 versus 174 319).

Comparé à l'année précédant l'enquête, plus de 50% des sources gagnaient un revenu plus faible cette année par rapport à 11% qui gagnaient un revenu plus élevé. A Matam 56% des activités ont procuré un revenu moins important comparé au 44% à Kaloum. Chez les IAS, 55% ont procuré moins comparé aux ménages en SA. Pour les plus pauvres, 57% ont procuré moins comparé au 40% chez les plus riches.

Tableau 10 Revenu médiane mensuel per capita (FG)

CONAKRY		158 333				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
	166 667	133 121	130 303⁺	150 000	202 778 ⁺	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	163 646	135 833	140 579	173 229	185 714	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	152 083	163 595	158 333			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	118 318*	174 319				



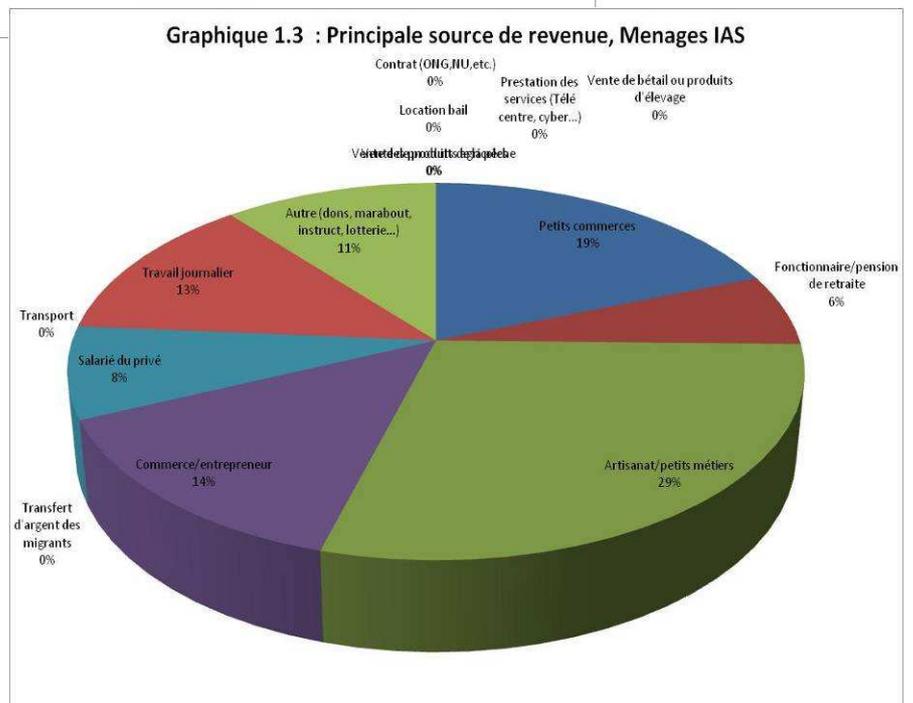
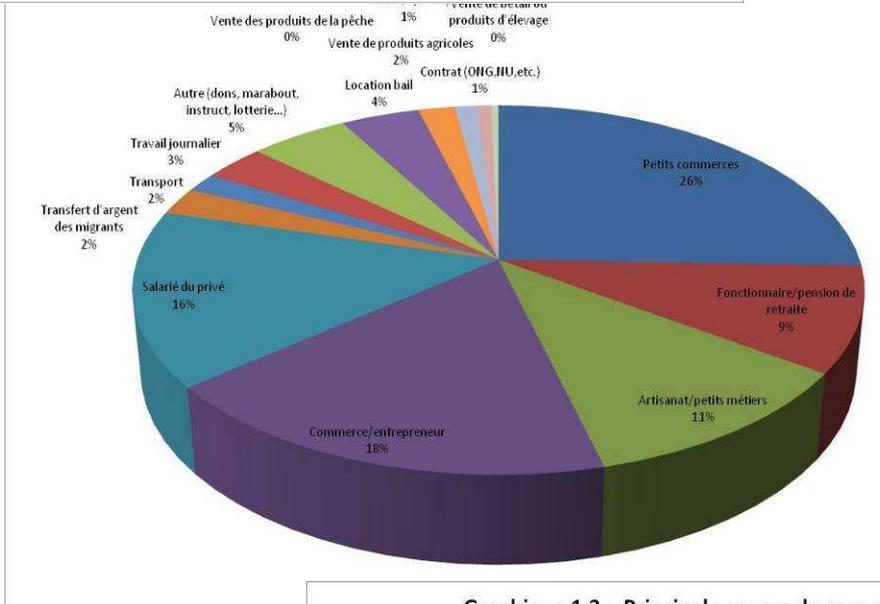
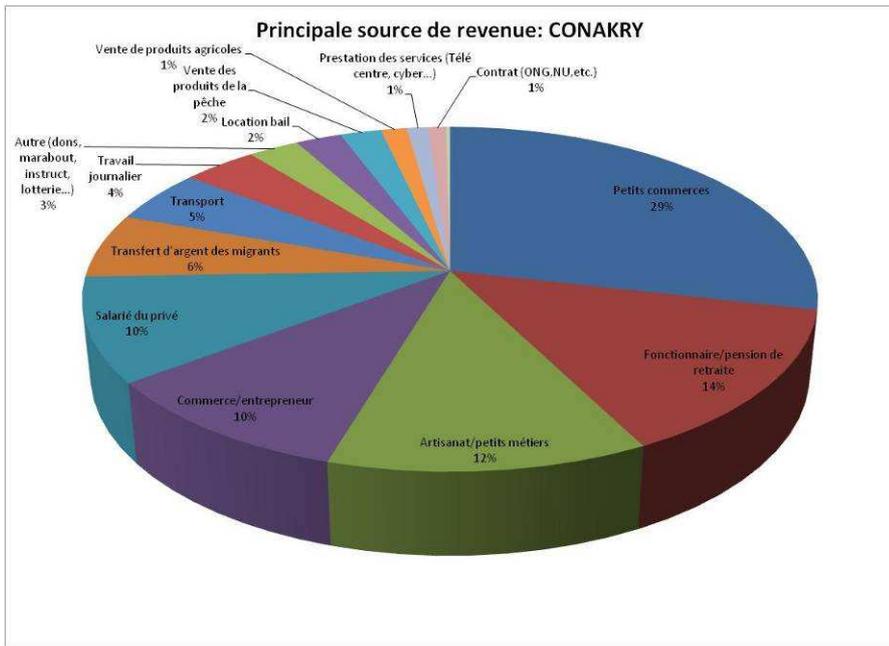
* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

+ $p < 0,05$: seule différence significative comparée entre eux

Quant à la périodicité des revenus gagnés, la source principale n'est pas pour autant plus fréquente que les sources de revenus moins élevées. En tant que source principale de revenu, les efforts journaliers concernaient le petit commerce (52% des ménages citant ce revenu comme source principale), le travail journalier (46%) et aussi et l'artisanat (22%). Les sources de revenu avec une fréquence mensuelle étaient le salariat du privé (88%), le transfert de l'argent venant de l'extérieur (78%), fonctionnariat (67%), la prestation des services (65%) et la vente de produits de la pêche (59%). La vente des produits agricoles tire un revenu le plus souvent en fréquence annuelle (77%) ainsi que le fonctionnariat ou les contrats.

Les sources de revenu à Conakry sont bien diversifiées. Pour 31,2% des ménages, le revenu est tiré du petit commerce, suivi par l'artisanat (12,1%) et le fonctionnariat (11,6%), les salaires (10%) et les entrepreneurs (9,6%). Voir graphique X.Conakry.

Pour la principale source de revenu des ménages, on voit des grandes différences au niveau des communes. A Ratoma, les ménages tirent leur revenu principal du petit commerce (37%) et de l'artisanat /petits métiers (12%) bien plus que dans les autres communes. A Kaloum on trouve le plus de revenu venant des fonctionnaires / retraités et de la vente des produits de la pêche. Par rapport aux autres communes, Matoto a le plus de revenu venant de rémittances (8%), de transport (7,5%) et du travail journalier (7,3%). Matam a un profil de revenu comme la moyenne de Conakry sauf pour le travail contractuel (2,3%). Même si pour les ménages de Dixinn, le petit commerce (30%) est plus souvent la source principale de revenu, ses ménages citent les sources suivantes plus que les autres communes: entrepreneurs (18%), salarié du privé (15%), autre (5%), location (4%) et vente des produits agricoles (2%). Voir graphique Dixinn.



Par rapport aux autres classes d'insécurité alimentaire, les ménages en IAS ont le plus de revenu venant de l'artisanat/métiers (29%), entrepreneurs/commerce (14%) et travail journalier (14%). Il n'y a que sept sources de revenu enregistrées parmi les IAS comparé à XX. Voir graphique IAS. Pour les femmes chefs de ménages, les sources de revenu les plus importantes sont le petit commerce (42% par rapport à 25% pour les hommes chefs) et rémittences (16% comparé à 3% pour les hommes chefs de ménage).

Le nombre de sources différentes de revenu est aussi un facteur important dans la ville. Pour Conakry, 23% des ménages n'ont qu'une seule source de revenu (voir Tableau 11). Ce phénomène se manifeste surtout dans la commune de Ratoma (33%) par rapport à la commune de Dixinn (24% des ménages). C'est un phénomène qui frappe avant tout les ménages les plus pauvres (30% par rapport à 15% pour les plus riches) et les ménages IAS (74 comparé à 22%). Plus de femmes chefs que des hommes ont une seule source de revenu : 28% versus 22% pour les hommes.

Tableau 11 **Ayant une seule source de revenu (%)**

CONAKRY	23,00				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches
	23,8	15,3	17,3	17,9	33,0*
	29,6 ⁺	25	26,1	19,5	14,8 ⁺
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure		
	73,8*	23,9	22,1		
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes			
	27,5*	21,7			

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison
⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes

Les marchés (achat et approvisionnement)

Parmi les 128 secteurs enquêtés, les habitants achètent plus souvent les aliments dans un marché du quartier voisin (44% des secteurs) ou un marché de gros (28%) que dans leur quartier (21%). A Kaloum et Ratoma c'est surtout le marché du quartier voisin qui est préféré, tandis qu'aux autres communes le marché du gros est fortement sollicité aussi.

Les raisons de choix de marché sont surtout le bon approvisionnement (31% des secteurs) et la proximité (29%) suivi par la sélection plus large (19%) ou les prix (11%). Les différences entre communes ne sont pas significatives.

En temps normal, 77% des secteurs trouve que le niveau d'approvisionnement des marchés est bon et 21% le trouve limité. La qualité de cette approvisionnement est mise en question surtout à Dixinn et Matam où plus d'un tiers et un quart, respectivement, la trouvent limitée ou très limitée.

Plus que 38% constate que la différence entre l'approvisionnement actuel et **l'année dernière de la même période** est négligeable (38%) ; 34% annonce qu'il y a plus de produits cette année et 23%, moins. C'est à Ratoma et Matam qu'on remarque le plus grand mécontentement avec l'approvisionnement cette année (44% et 35% des secteurs disent qu'il y a moins actuellement que l'an dernier).

Les produits le plus souvent en pénurie les trois derniers mois sont l'igname, le mil, le maïs et le poisson. Le riz local, l'igname et le manioc sont en pénurie le plus souvent à Kaloum, la farine à Matam et Kaloum, et la viande et poisson à Matam et Dixinn. Les produits qui manquent le plus souvent à Matoto sont le maïs et l'igname et à Ratoma, le poisson.

Les dépenses des ménages

La structure de dépenses des ménages à Conakry est complexe (voir graphique). Les ménages dépensent une moyenne de 224 000 Francs Guinéens (FG) mensuellement per capita. Un ménage moyen à Conakry dépense le plus sur la nourriture (48%), le transport (9%), les investissements (6%), la santé (5%), la télécommunication (4%), et l'éducation, habillements et cérémonies socioculturelles (3% chaque). Ces proportions changent beaucoup entre les cibles de comparaison. Les ménages de Dixinn dépensent beaucoup sur le transport (10%, par rapport à Matam à 8%) et sur le logement (4% versus 2% à Kaloum). C'est à Matoto qu'on dépense le plus sur les investissements, l'habillement, l'éducation et la construction. A Kaloum la nourriture, la santé et les télécommunications attirent plus de dépenses que dans les autres communes. La télécommunication, l'éducation et les cérémonies sont les dépenses surtout des riches. Les ménages en IA dépensent plus sur la nourriture et le logement que les ménages en SA et moins sur la santé et l'éducation.

La proportion de dépenses affectée à

l'achat de nourriture est plus que 48% à Conakry. Ce chiffre varie entre 57% dans la commune de Kaloum et 44% à Matoto. Les ménages dirigés par les femmes dépensent légèrement plus sur les aliments (52%) que ceux dirigés par les hommes (46%). Cette proportion diminue avec la richesse --de 50-51% pour les ménages pauvres à 46-48% pour les riches.

Les dépenses mensuels totales per capita des ménages en IA sont presque de 194 161 FG (comparé à 225 912 FG pour les SA) mais la part des aliments est plus accentuée pour les IA (54% versus 47%).

Graphique X

Structure de dépenses: Ménage moyen à Conakry

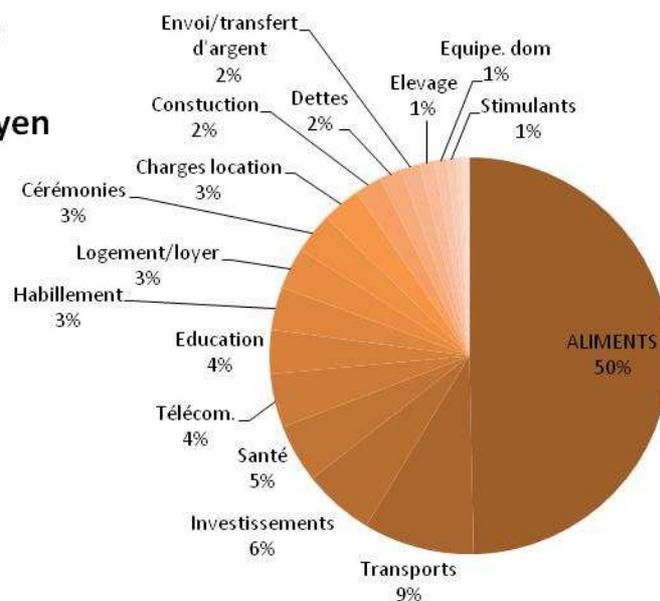
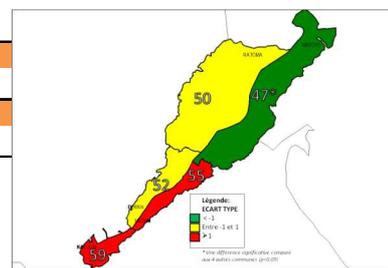


Tableau 12 Dépenses allouées à l'alimentation (%)

CONAKRY		52,8				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
	32	58,8	54,9	47,3*	50,1	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	55,9	54,6	55,1	50,5*	48,0*	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	55,8*		52,8			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	55,9*	51,9				



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

A l'intérieur des dépenses sur les aliments, un ménage moyen à Conakry dépense 35% sur les céréales et 17% sur la viande/poisson. A titre comparative, Ratoma dépense 40% sur les céréales et Matam, 21% sur la viande. Le ménage moyen dépense 9% sur l'huile et 4% sur les produits laitiers (à Kaloum ce chiffre est de 11%). Les riches et plus riches ainsi que les ménages en sécurité alimentaire mangent moins de céréales et plus de viande/poisson, produits laitiers et légumes que les pauvres, plus pauvres et ménages en IA.

La dette des ménages

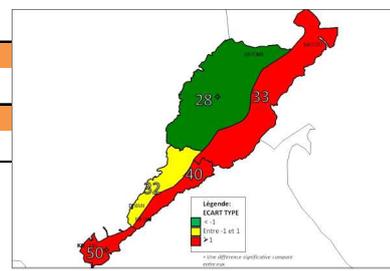
La proportion de ménages qui ont emprunté lors des 12 derniers mois à Conakry est de 57% (n=879). Cette proportion varie entre 68% à Kaloum et 53% à Matoto et entre 69% pour les plus pauvres et 39% pour les plus riches. Les ménages en IA ont emprunté plus souvent (68%) que les ménages en SA (57%). Par rapport à l'année dernière, la dette est augmentée cette année pour 61% des ménages à Conakry, pour 72% des ménages à Matam et pour 71% des ménages en IA.

Ces 879 ménages ont emprunté un moyen de 1 173 229 FG à travers la dernière année. Ce chiffre montait jusqu'à 1 395 645 à Matam. Le montant de l'emprunt était plus grand pour les hommes chefs de ménages (par rapport aux femmes chefs) et pour les riches (par rapport aux pauvres et plus pauvres). Le montant de l'emprunt pour les ménages en IAS est moins d'un quart que celui pour les ménages en SA.

Les plus importants prêteurs sont les familles ou les amis (65%), les boutiques (16%) ou les tontines informels (12%). A Kaloum 78% des ménages ont emprunté des familles et 8% des tontines informels. Les plus riches ont eu plus de crédibilité avec les boutiques ainsi qu'avec les banques. Les femmes chefs de ménage ont emprunté plus avec tontines et avec leurs propriétaires. Les ménages les plus pauvres ont eu moins d'accès à leurs familles/amis (50% versus 65% pour les ménages en SA) et tournaient plus souvent vers les boutiques et tontines.

Tableau 13 **Endettés pour acheter de la nourriture** (% de reposes)

CONAKRY		33,7				
COMMUNE	Dixinn	Kaloun	Matam	Matoto	Ratoma	
	32,1	50,1 ⁺	39,7	33,3	28,3 ⁺	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	46,7*	37,9	32,2	31,4	19,9*	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	37,7	45,9	32,9			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	38,3*	32,4				



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

Les ménages ont effectué ces emprunts pour l'achat de la nourriture (59% des réponses), des urgences de santé (29%) et des investissements (22%). Les femmes chefs de ménages ont été légèrement plus souvent endettées pour l'achat de la nourriture et l'éducation des enfants. Presque 70% des raisons citées par les ménages les plus pauvres et 64% des raisons citées par les ménages en IAS étaient pour l'achat de la nourriture. Les urgences de santé étaient deux fois plus souvent une raison de s'endetter à Ratoma et Matoto que dans les autres communes. Ratoma avait aussi le plus grand nombre d'emprunts pour les cérémonies et les investissements commerciaux.

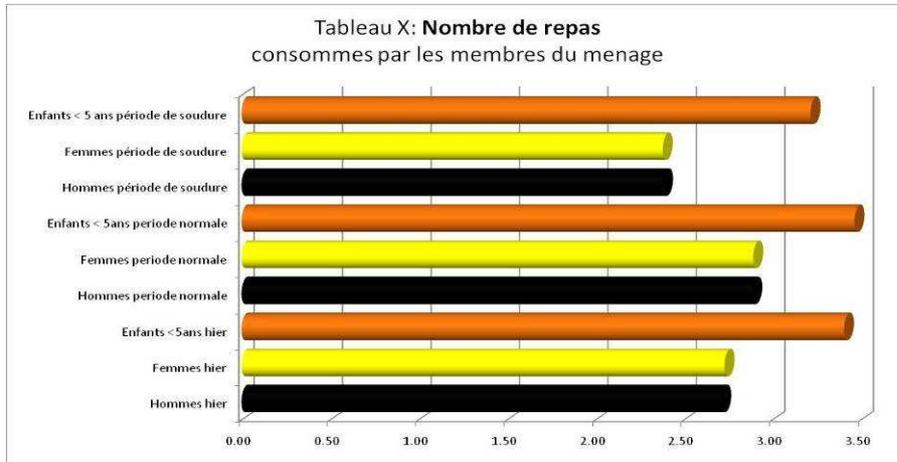
Un remboursement total dans les prochains 12 mois est prévu pour 51% des ménages emprunteurs, et plus de la moitié sera remboursé pour 11% des ménages. 19% pensent pouvoir rembourser moins de la moitié et pour 8% des ménages, aucun remboursement n'est possible.

D. UTILISATION ALIMENTAIRE

L'utilisation alimentaire, un des piliers de la sécurité alimentaire, décrit comment les ménages et les individus emploient les aliments qui sont disponibles et auxquels ils ont accès. L'utilisation de la nourriture désigne: (a) l'usage par un ménage de la nourriture à laquelle il a accès, et (b) la capacité d'un individu à absorber et à métaboliser les nutriments, qui correspond à l'assimilation effective de la nourriture par le corps humain. L'utilisation de la nourriture par les ménages dépend: (i) des équipements dont ils disposent pour la transformation et le stockage de la nourriture; (ii) de leurs connaissances et de leurs habitudes en termes de préparation des aliments, (iii) de la façon dont la nourriture est partagée dans le ménage (en fonction ou non des besoins de chacun des membres); et (iv) de l'état de santé de chaque individu (susceptible d'être affecté par la maladie, ou de mauvaises conditions d'hygiène, sanitaires et de soins médicaux). Dans cette section, la consommation, la santé et l'eau & l'assainissement des habitants de Conakry sont explorés.

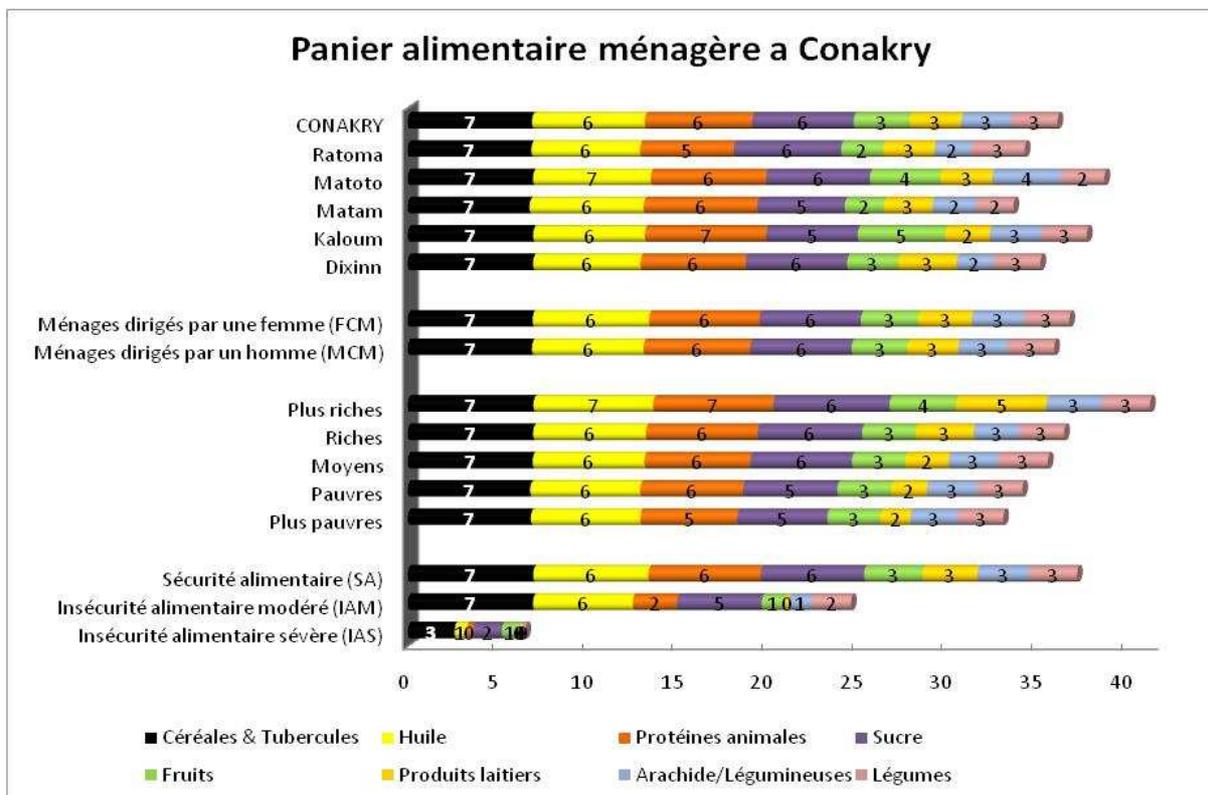
La consommation (tendances et diversité)

La consommation pourrait être décrite par le nombre de repas consommés par les différents membres du ménage aux périodes diverses (hier, normal et soudure) ainsi que par le contenu de cette consommation, au panier alimentaire et les modes d'acquisition de ces aliments.



En période normale, la plupart de ménages en insécurité alimentaire (IA) à Conakry mangent trois repas par jour (entre 80 et 90% selon le membre). Les nombres de repas consommé la veille de l'enquête par les hommes, femmes et enfants moins de cinq ans d'âge sont de

2,71 2,73 et 3,41, respectivement. Le graphique X démontre que ce nombre est plus haut en période normale et plus faible en période de soudure (même si les enfants bénéficient toujours d'au moins trois repas pendant la soudure). Les ménages sont confrontés à des difficultés actuelles même si ce n'est pas au même niveau que pendant la soudure. Les hommes à Conakry mangent régulièrement moins de repas que les femmes et les enfants. A Kaloum, les hommes, femmes et enfants mangent moins de repas en période de soudure que dans les autres communes (1,98, 1,98 et 2,73 repas respectivement). Tous les membres mangent moins de repas dans les ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes ainsi que dans les ménages plus pauvres et pauvres par rapport aux ménages plus riches.



Le **panier alimentaire** de consommation lors des sept derniers jours à Conakry est résumé dans le **graphique ci-dessous (XX)**, par catégorie de ménage. Globalement un ménage de Conakry mange les céréales ou les tubercules sept jours sur sept, l'huile, protéine, animalier et sucre six (6) jours et fruits, arachide, légumes et sucre trois (3) jours. Matam a le plus faible de paniers alimentaires et il y a peu de différence entre le panier entre les ménages dirigés par les hommes et les femmes. La richesse assure systématiquement un panier plus large et varié. Les ménages IAS ne consomment des céréales ou tubercules que trois (3) jours, le sucre pour deux (2) jours, l'huile et les fruits pour un (1) jour chaque.

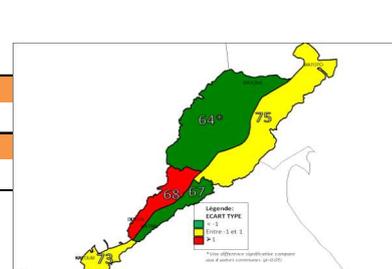
La **mode d'acquisition** des aliments consommés dans le milieu urbain est dominée par l'achat. Aussi à Conakry l'achat est la source majeure d'acquisition -- à 95,7% minimum. Ce taux minimum se trouve à Ratoma et remonte jusqu'à 95,9% pour les ménages IAS. La seule autre source d'aliments dépassant le 3% s'agit des dons pour les IAS (3,4%).

La **diversité de consommation** est souvent employée comme indicateur proxy pour établir les classes de sécurité alimentaire. Les ménages pratiquant une faible diversité de consommation (< 25 dans l'indice) sont catégorisés comme en insécurité alimentaire sévère ainsi que les ménages avec une diversité de consommation moyenne sont classés en insécurité alimentaire modérée. Les autres ménages sont considérés en sécurité alimentaire (> 42 dans l'indice). A Conakry, 6,4% sont en insécurité alimentaire : 4,9% modéré et 1,5% sévère (voir tableau 13). Parmi les communes, Ratoma est le plus en insécurité alimentaire globale (11,1% en IAM et 2,6% en IAS) suivi par Matam à 5,5% IAS et 4,3% IAM. Systématiquement, la consommation s'améliore avec la richesse : il y a plus d'insécurité chez les pauvres et plus pauvres. Les hommes chefs de ménages sont significativement plus en insécurité alimentaire que les femmes chefs.

Tableau 14 **Diversité de consommation** (Indice)

CONAKRY		69,2				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
	67,7	72,6	66,8	75,1	63,5*	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	60,9*	64,1*	67,1*	70,8*	83,1*	
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	70,9	68,6				

* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison



La santé

Dans l'analyse de l'utilisation alimentaire, la collecte des informations sur les conditions de santé ainsi que sur la disponibilité et l'utilisation des services de soins médicaux sont nécessaires pour comprendre le lien entre malnutrition, consommation et maladie, s'agissant surtout de la diarrhée, de la rougeole et des parasites intestinaux. L'accès à la santé influe sur l'utilisation, mais aussi sur l'accès à la nourriture via les exigences qu'ils exercent sur les ressources en espèces à court terme et leur influence sur les capacités de production et de revenu à long terme.

Pour rappel, les informations sur les maladies sont à considérer avec précaution, car non seulement les enquêteurs ne sont pas forcément des techniciens de santé, mais aussi les réponses données par les enquêtées n'ont été soutenues par aucun examens cliniques, ni paracliniques selon les règles de l'art. Cependant il existe les noms des maladies et les termes en langues nationales permettant aux enquêtés de dire ce qu'ils ont comme maladies. Lors de la formation

des enquêteurs, ce sont ces noms, ces termes et signes des maladies en langues nationales qui ont été débattus pour faciliter la compréhension entre enquêté et enquêteurs, et d'aboutir à un consensus le plus près de la réalité possible.

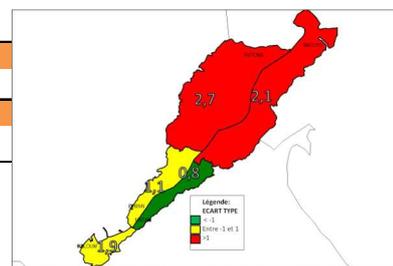
Infrastructure et recours aux soins : En dehors des ménages certaines informations ont été collectées au près des informateurs clés des secteurs. Au niveau de l'ensemble des secteurs, il existe une infrastructure sanitaire fonctionnelle dans 41,4%. Les types d'infrastructure sanitaire les plus fréquentés sont la clinique privée/ONG (42,9%) et le centre de santé (28,6%). Dans 50% des cas il existe une pharmacie/dépôt/mutuelle/poste de pharmacie dans le secteur. Là où il n'y a pas de pharmacie, les populations utilisent principalement celle des autres secteurs (52%), le marché (30,6%) et vendeurs ambulants (4,1%). Les résultats montrent que parmi les principaux types de soins énumérés pour ces maladies, les hôpitaux/centres de santé publique occupent la première place (68,5%). L'automédication et ceux qui n'ont fait aucuns soins représentent respectivement 14% et 2,2%.

De façon générale, les raisons liées aux types de soins utilisés sont principalement le manque d'argent (48,1%), les convictions personnelles (25,3%) et les maladies jugées pas graves (23,2%). Seulement 1,0% des femmes chefs de ménage ont choisi de ne faire aucuns soins avec comme raisons principales, le manque d'argent (53,0%), les convictions personnelles (29,7%) et les maladies jugées pas graves (32,8%). Tandis que chez les hommes chefs de ménages, 2,6% n'ont fait aucuns soins, les proportions des principales raisons sont respectivement comme chez les femmes de 71,2%, 32,7% et 15,3%. Parmi les plus pauvres, le manque d'argent est cité à 67,3%, les convictions personnelles à 17,1%, maladies jugées pas graves à 14,0%. Chez les plus riches, se sont les convictions personnelles qui occupent la tête avec 49,9% suivi du manque d'argent (24,5%) et maladies jugées pas graves à 20,0%.

Plus de 2% des ménages de Conakry n'ont fait aucuns soins face à des maladies confrontées (Tableau 15). Ceux qui n'ont fait aucuns soins sont plus nombreux dans les communes de Ratoma et Matoto, 4,1% des plus pauvres ainsi que 6,6% des ménages en IAS.

Tableau 15 Types de soins "Aucun" (%)

CONAKRY		2,2				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
		1,1	1,9	0,8	2,1	2,9
RICHESSSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	3,2	3,6 ⁺	0,5 ⁺	1,5	1,1	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	6,6	3,1	1,9			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	0,8	2,3*				



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

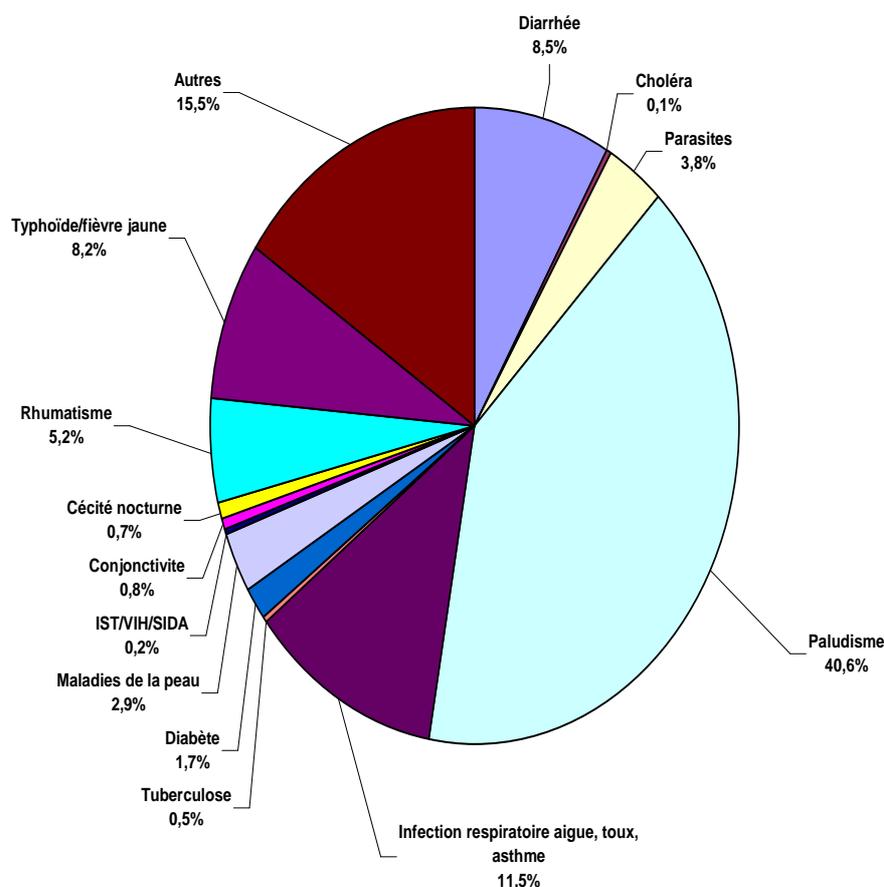
⁺ $p < 0,05$: seule différence significative est entre ces moyennes

Pour l'automédication, c'est Ratoma et Matam qui occupent la première place suivies de Matoto. Dans les quintiles les plus pauvres et pauvres les ménages qui ne font aucuns soins représentent 4,1% et 4,2% ; dans les quintiles des riches et plus riches les proportions sont respectivement de 1,3% et 1,1%. L'automédication est pratiquée par 19,2% des plus pauvres contre 7,2% des plus riches. Dans le groupe de l'insécurité alimentaire sévère 34,0% n'ont fait aucuns soins, contre

4,0% dans le groupe de l'insécurité alimentaire modérée et 3,0% dans celui des ménages en sécurité alimentaire.

Le niveau d'instruction semble aussi jouer un rôle dans le choix thérapeutique, car parmi ceux qui ne font aucuns soins, 51,0% n'ont aucun niveau et on ne retrouve aucun niveau supérieur d'instruction. Pour l'automédication, 31,5% n'ont aucun niveau, 10,8% ont le niveau supérieur.

Maladies : Dans l'ensemble, parmi les principales maladies survenues dans les ménages au cours du mois précédent l'enquête (voir graphique 5), le paludisme occupe de loin la première position avec 40,8% suivi des infections respiratoires (11,5%). La diarrhée et les parasites sont cités respectivement à 8,5% et 3,8%. Dans les communes, le paludisme est survenu à 72,1% à Kaloum, 67,7% à Ratoma, 64,9% à Matam, 55,8% à Dixinn et 51,8% à Matoto. La prévalence de diarrhée est plus élevée à Ratoma (15,0%) et Matoto (13,5%). Elle est de 5,9% à Kaloum. Pour les infections respiratoires, les communes de Dixinn et Kaloum sont en tête avec 28,2% et 20,7% contre 11,4% à Ratoma. L'analyse par classe de sécurité alimentaire ne révèle pas de différence significative, quoique les proportions de diarrhée et de paludisme soient légèrement plus élevées dans le groupe en insécurité alimentaire. Les cas de diarrhée sont cités principalement par les ménages des quintiles plus pauvres et pauvres (respectivement 18,4% et



13,8%), 7,4% des cas par les ménages plus riches. Les cas de diabète sont à 1,4% dans les ménages les plus pauvres contre 3,8% dans les ménages les plus riches.

Au niveau des principales maladies des enfants de 0-14 ans, on retrouve le paludisme (47,6% des secteurs), la diarrhée (22,4%), les infections respiratoires (9,2%) et les parasites, et ce, tout au long de l'année (33%) avant d'atteindre le pic durant la saison pluvieuse (50%). Pour les 15-59 ans les principales maladies sont le paludisme (41,4%), la fièvre typhoïde (18,9%) et le rhumatisme (8,4%). Tandis que pour les 60 ans et plus, il s'agit du rhumatisme (25,2%), du paludisme (14,4%) et du diabète (12%).

Dans 71% des ménages, au moins un membre était malade au cours du mois précédant l'enquête, dont 42,7% étaient des enfants, 35,3% des femmes et 22,0% des hommes.

On retrouve les malades ou handicapés chroniques dans 18,5% des ménages repartis entre Matoto (42,6%), Matam et Ratoma (18,7% chacune), Dixinn (14%) et Kaloum (6%). Dans 31,6% des ménages avec au moins un malade chronique, c'est le chef de ménage lui-même qui est directement concerné.

L'eau et l'assainissement

Les risques sanitaires environnementaux augmentent la fréquence des épidémies, notamment un approvisionnement en eau déficient (eau en quantité insuffisante pour l'hygiène et/ou pénurie d'eau potable), des équipements inadéquats pour l'évacuation des excréments et autres déchets solides et liquides. L'extension en amont de la maladie permet de retrouver ces facteurs de risque. L'eau de boisson est déterminante dans l'état sanitaire de la population. La consommation de l'eau non potable est à l'origine de plusieurs maladies hydriques : diarrhée, dracunculose, maladies de la peau, bilharziose, etc.

Source d'eau potable : Comme signalé dans les chapitres précédents, au niveau de Conakry, le robinet d'eau courante est la principale source d'eau de boisson des ménages (87,4%), suivi du forage à pompe (5,6%) ; le puits traditionnel est encore utilisé à 4,5% des cas. Bien que la source d'approvisionnement soit dans la maison/cour/concession pour 53,1% des ménages, pour s'approvisionner, d'autres ménages font de 15 minutes à une heure (voir plus) dans 20,2% des cas.

La situation par commune montre que l'utilisation du robinet d'eau courante varie de 60,4% (à Kaloum) à 97,2% (à Dixinn), tandis que celle du forage à pompe est dominée par les communes de Matam (3,7%) et Ratoma (13,0%). Le puits traditionnel est majoritairement utilisé à Kaloum à 33,7%.

Au moins 91,2% des plus riches utilisent le robinet d'eau courante comme source principale d'eau de boisson, contre 82,4% des plus pauvres ; l'utilisation des puits traditionnels et marigot/rivière est quasi nulle dans la classe des plus riches. Autant le temps qu'il faut aux ménages pour aller chercher de l'eau de boisson augmente, autant la proportion de ménages diminue dans la classe des plus riches, les $\frac{3}{4}$ ont leurs sources dans la maison/cour/concession. Entre les femmes et les hommes chefs de ménage, il n'y a pas tellement de différence dans les principales sources d'eau de boisson du ménage. Par exemple l'utilisation du robinet d'eau courante est de 86,9% pour les hommes, 89,2 pour les femmes. L'analyse par classes de sécurité alimentaire les ménages en insécurité alimentaire sévère utilisent le robinet d'eau courante à

76,0% contre 88,0% pour les ménages en sécurité alimentaire. L'utilisation des puits améliorés est de 8,0% pour les premiers et 5,4% pour les seconds.

Toilettes : En ce qui concerne le type de toilettes dont disposent les ménages, les données montrent que les latrines moderne et collective restent majoritaires, respectivement 38,6% et 32,7%. Très peu de ménages possèdent des toilettes avec chasse d'eau (6,1 %). C'est dans les communes de Dixinn, de Matam et de Ratoma qu'on trouve plus de latrines modernes, respectivement 56,1% ; 45,6% et 44,2%. Par contre les proportions de latrines collectives sont plus élevées à Kaloum (40,6%) et à Matoto (37,2%) ; signalons qu'à Kaloum, dans 5,9% des ménages on ne trouve pas de toilettes.

Les latrines traditionnelles et collectives sont beaucoup plus retrouvées dans les ménages en insécurité alimentaire, tandis que chez les ménages en sécurité alimentaire, c'est les latrines modernes et les toilettes avec chasse d'eau. Par ailleurs, les proportions d'utilisation des latrines modernes et toilette avec chasse d'eau sont plus élevées dans la classe des plus riches, inversement, celles des latrines collectives et traditionnelles sont élevées dans la classe des plus pauvres.

E. CONFRONTER les CHOCS URBAINS

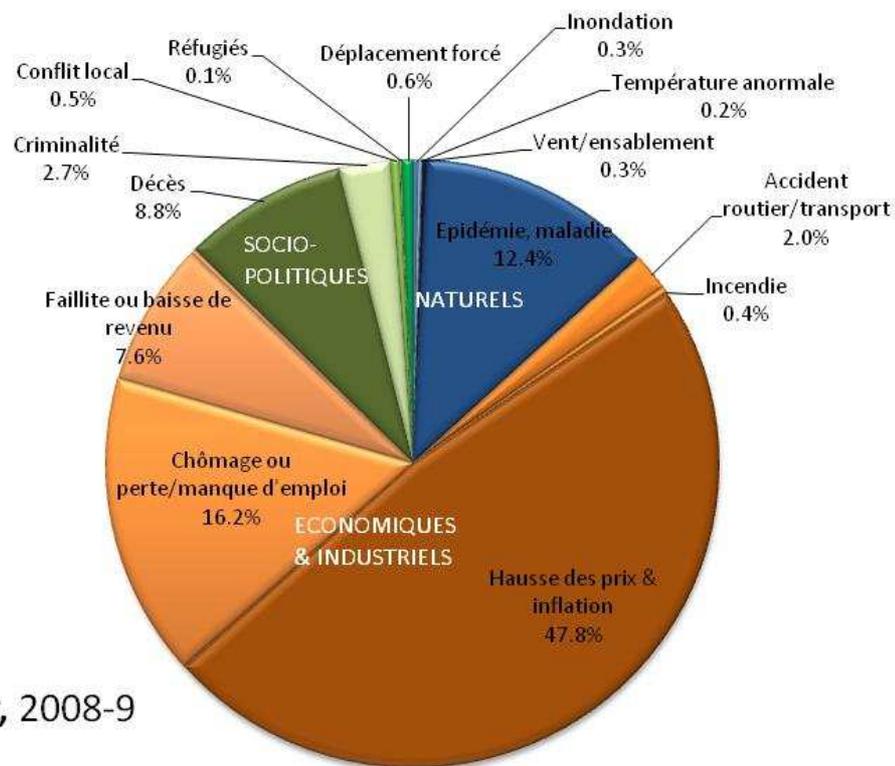
Les chocs (secteurs et ménages)

Dans la gestion de risques et de catastrophes, tous les chocs qui frappent un ménage le laissant en difficulté de faire face à ses besoins de sécurité de vie, alimentaire et autres sont considérés systématiquement. Pour l'ESAC, les chocs étaient groupés en chocs naturels (bio, géophysique, etc.), chocs industriels/économiques et chocs sociopolitiques.

A Conakry, 86% des secteurs enquêtés ont subis un choc lors des 12 derniers mois : 100% à Kaloum, 96% à Matam et 88% à Dixinn). Pour 43% des secteurs, le choc principal s'agissait d'une hausse de prix ou de l'inflation, suivi par le manque d'emploi/chômage (25%). Les quatre possibles réponses combinées, 74% des réponses concernaient des chocs économiques : inflation ou baisse de revenu, 6% inondation, 4% maladies et 3% chaque pour la criminalité et conflits.

Durant les 10 dernières années, le choc majeur dans les secteurs venait chaque année (pour 65% des secteurs) et durait entre janvier et décembre. Tout choc confondu, 84% frappent tous les ans, et surtout les chocs naturels (climatiques). Plus d'un quart des secteurs à Ratoma (26,3%) et presque un quart à Dixinn (22,7%), a subis des inondations. Les inondations sont ressenties surtout entre juillet et septembre.

Au niveau des ménages, 88% (n=1353) ont subis un total de 2 006 chocs lors des 12 derniers mois. La majorité (74%) de ces chocs tombe dans la catégorie de chocs économiques ou industriels, suivi par les chocs naturels (13%) et légèrement moins souvent, les chocs sociopolitiques (12%). Voir Graphique 6.



Graphique X:

Chocs a Conakry, 2008-9

Les chocs économiques (n=1178) sont surtout la hausse des prix / l'inflation (81%) suivi par le chômage /perte/manque d'emploi (28%) et faillite ou baisse de revenu (13%). Matoto est la commune la plus touchée par des accidents routiers (25/40 cas) et ressentit presque deux fois plus les chocs d'inflation et le chômage que les autres communes. Ratoma ressent la faillite/baisse de revenu deux fois plus que les autres communes. L'inflation et le chômage/baisse de revenu ont été les chocs les plus fréquents chez les hommes et femmes chef de ménage. Le choc majeur pour les IAS est la faillite/baisse de revenu tandis que pour les SA c'est l'inflation.

Les chocs naturels (n=259) sont surtout les maladies/épidémies à 95%. Les inondations/pluies venaient en deuxième place à 2,3% suivi par le vent/ensablement à 2%. L'inondation a touchée surtout la commune de Matoto et l'ensablement à Ratoma. Les épidémies ont été reportées comme choc partout, mais deux fois plus souvent à Ratoma et Matoto. Les hommes chefs de ménages ont annoncé trois fois plus de choc naturel que les femmes chef de ménage. Aucun choc naturel à part les épidémies n'a été évoqué chez les IAS ou IAM, et très peu par rapport au SA. Les chocs naturels et surtout les épidémies ont été bien repartis entre les cinq classes de richesse.

Les chocs sociopolitiques (n=241) s'agissent surtout d'un décès ou l'incapacité d'un membre actif du ménage (73%) suivi par la criminalité (22%). Plus de 43% des décès ont été évoqué à Matoto, le lieu aussi de la plus grande proportion de criminalité (45%) et de déplacement forcé (42%). Ratoma signale le plus grand nombre de conflits locaux et des arrivées des réfugiés. Un seul choc a été signalé par les ménages IAS : un cas de criminalité. Le déplacement forcé est arrivé uniquement chez les plus pauvres et pauvres.

Face à ces chocs, les ménages ont employé surtout les stratégies de réduction de la consommation. En particulier, ils ont employé davantage de travail (34%), la substitution des aliments moins préférés (28%), la diminution de quantité ou portions de repas (25%) et l'emprunt/l'aide (20%). Les ménages de Matoto étaient bien plus susceptibles que les autres communes de passer des journées entières sans manger et de prioriser la consommation de certains membres de la famille, réduire les dépenses non essentiels et envoyer les membres ailleurs. Ratoma était plus disposé à vendre des biens, emprunter et consommer les aliments moins préférés. La stratégie réflexe des IAS était la consommation des aliments moins préférés. Les plus pauvres passent plus de journées sans manger, envoient leurs membres et achètent à crédit bien plus que ses collègues plus riches.

Pour 73,4% des chocs à Conakry de l'année précédente, le ménage a pu rebondir partiellement ; pour 21,1% pas de tout et pour 5,6% entièrement. La capacité des ménages à rebondir après les chocs sans mettre en danger leurs moyens de subsistance diffère entre les ménages. Pour 37% des chocs à Matam les ménages n'ont pas pu se relever. Les ménages à Kaloum semblent être le plus résilient (pour seulement 11% des chocs, les ménages ne se sont pas de tout relevé). Les femmes chefs de ménage n'ont pas pu se relever face à 28% des chocs subis (comparé à 19% pour les hommes chefs.). Plus de 27% des chocs confrontés par les plus pauvres, par rapport à 11% pour les plus riches n'ont pas laissé rebondir les ménages.

Au moment de l'enquête, les chocs qui dominaient les vies des ménages étaient surtout l'inflation (pour 55% des ménages —plus que l'année dernière), le chômage/perte/manque d'emploi (pour 17%) et une maladie/épidémie (7%).

L'enclavement des secteurs

Il est important de mentionner que l'enclavement de certaines localités, malgré que Conakry soit la capitale, limite l'accès de la population aux services sociaux de base, ralentit les échanges commerciaux aggravant ainsi la précarité de certains ménages

Il a été demandé comment le secteur est-il accessible (avec deux réponses au maximum). Seuls 45% des secteurs sont accessibles par la route goudronnée et 24% par piste carrossable/améliorée. La commune 50% des secteurs de Matoto sont accessibles par piste carrossable/améliorée et 19,2% par piste ordinaire. Au moins 40% de la commune de Dixinn est accessible par piste ordinaire. En dehors des routes goudronnées, Matam et Ratoma sont accessibles par piste carrossable respectivement à 12,5% et 11%. A cause de la présence des îles, la commune de Kaloum est accessible à 40% par mer/fleuve/rivière. Malgré, 35,9% des secteurs de Conakry restent enclavés durant une partie de l'année à cause soit de pluies (34,6% des secteurs), de routes dégradées (20,5%), d'inondation diluvienne (10,3%), soit de relief ou de travaux d'aménagement (1,3%). Pour cause de pluies, les communes les plus enclavées durant une partie de l'année sont Kaloum (90% de ses secteurs) et Matoto (89%). Matam et Ratoma le sont à 33%. Ratoma, en dehors des pluies, est inaccessible pour cause de reliefs (16,7%) et surtout pour des inondations diluviennes/hydrographie (50%).

Dans l'ensemble, les routes sont souvent dégradées de façon permanente dans 35,5% des secteurs ou plusieurs fois par an dans 11%. Les secteurs sont affectés par les inondations une fois par an à 25% ou plusieurs fois par an à 16,7%.

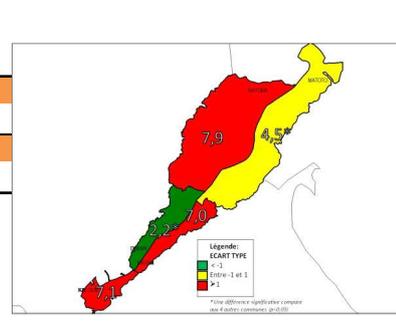
Les stratégies de survie des ménages

Le choix des stratégies adoptées par les ménages reflète leurs moyens de subsistance mais aussi leurs ressources et priorités. L'indice des stratégies de survie (CSI en anglais), une méthodologie standard du PAM applique des poids à certaines de ces stratégies selon leur gravité au niveau universel. Ces cinq stratégies sont employées afin de calculer l'indice « réduit » qui peut fluctuer entre 0 et 42 (maximum sept par stratégie multiplié par le poids). Plus l'indice est élevé, plus le ménage est en danger et considéré comme exposé à l'insécurité alimentaire.

L'ESAC révèle que la valeur moyenne du CSI réduit est de 5,7 à Conakry (Tableau 16). Il est bien plus important à Ratoma, Kaloum et Matam que dans les deux autres communes. Il est également plus élevé dans les ménages les plus pauvres/pauvres, dans les IAS et parmi les femmes chef de ménage.

Tableau 16 **Stratégies de Survie** (Indice, Nombre * Poids)

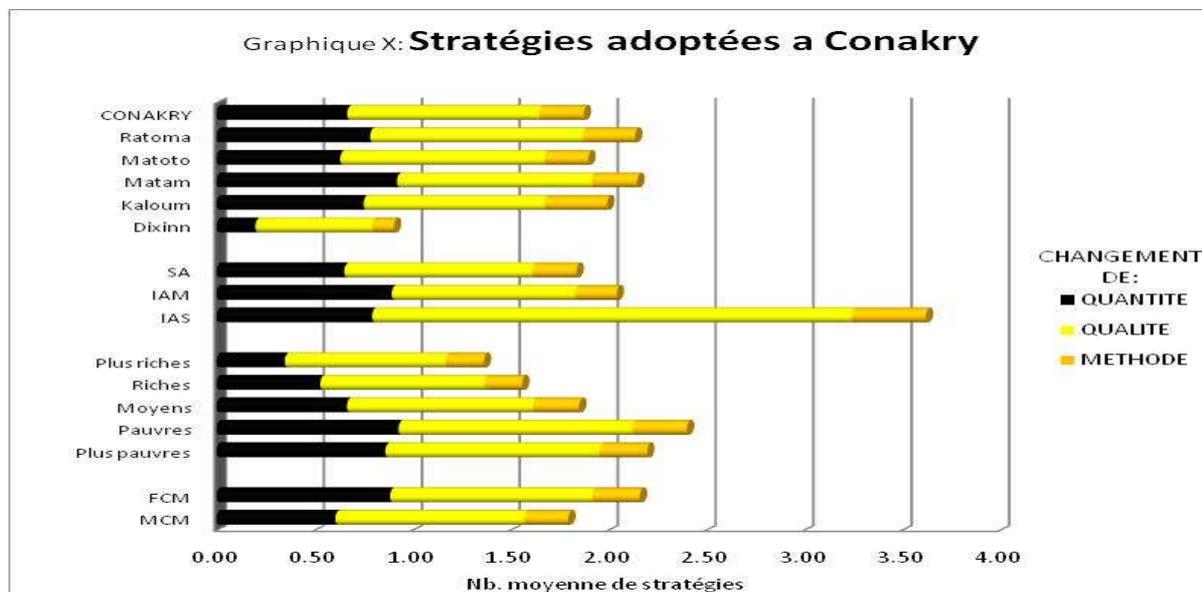
CONAKRY		5,7				
COMMUNE	Dixinn	Kaloum	Matam	Matoto	Ratoma	
	2,2*	7,1	7,0	4,5*	7,9	
RICHESSE	Plus pauvres	Pauvres	Moyens	Riches	Plus riches	
	7,1	8,1	5,7*	4,4	3,3	
SECURITE ALIMENTAIRE	Sévères (IAS)	Modérés (IAM)	Secure			
	8,8	7,9	5,6*			
CHEF DE MENAGE	Femmes	Hommes				
	7,3*	5,3				



* $p < 0,05$: différence significative entre cette moyenne et toutes les autres dans la même comparaison

Au de-là des cinq stratégies pour lesquelles un poids universel est disponible, un total de 17 stratégies a été répertorié : quatre concernant différentes façons de changer la *quantité* des aliments consommés, trois qui changent la *qualité* et 10 qui représentent d'autres *méthodes d'acquérir* les aliments ou l'argent. Les 17 sont regroupés dans le graphique 7 ci bas par ces trois catégories.

Systématiquement, les ménages de Conakry préfèrent diminuer la qualité des aliments avant la quantité. Un changement de méthode d'acquisition semble être plus drastique dans ce contexte. Matam et Ratoma sont les communes les plus en danger. Les stratégies sont bien plus nombre chez les IAS et les pauvres/plu pauvres. Les femmes chefs de ménage sont plus exposées que les hommes chefs, et comme pour les ménages pauvres, c'est un changement en quantité surtout qui les diffère des autres catégories.



Les filets de sécurité social urbain (ménages)

Les filets de sécurité et programmes de sécurité alimentaire du gouvernement, du PAM ou des ONG sont, dans un grand nombre de pays, des mécanismes importants pour réduire les effets des chocs et des crises sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.

Dans la présente étude, il a été demandé aux ménages de quels individus ou groupes ils sollicitent de l'aide en temps normal. Les résultats montrent, par ordre d'importance, que l'aide est demandée à la famille ou parents à 78,4%, au groupe de travail / collègues à 32%, à un membre de la même ethnie à 8,8%. Durant les 30 derniers jours précédant l'enquête l'aide de la famille ou parents a été sollicitée à 40%, celle du groupe de travail / collègue à 15% et enfin, celle d'un membre de la même ethnie à 3%. Particulièrement l'aide du Gouvernement en temps normal est de 3,6%, les 30 derniers jours précédant l'enquête elle se chiffrait à 1,4%. Sont aussi sollicitées, l'aide des membres de groupe féminin (5,8% en temps normal, 3% les 30 derniers jours), et celle des Mosquées / églises ou ONG (3% en temps normal et 1,4% les 30 derniers jours). D'une manière générale, que ce soit en temps normal ou les 30 derniers jours précédant l'enquête, les femmes chefs de ménages sollicitent plus de l'aide que les hommes chefs de ménage.

Les ménages de Kaloum et de Ratoma font recours à l'aide de familles ou parents en temps normal plus que ceux des autres communes. C'est d'ailleurs dans la commune de Kaloum que l'aide (tout confondu) est plus sollicitée que dans les autres communes.

Dans les classes de consommation, les ménages qui sont en insécurité alimentaire sévère (IAS) s'appuient plus sur les filets de sécurité que ceux qui sont en sécurité alimentaire. En temps normal par exemple, à 91,3% l'aide de la famille ou parents est sollicité par les ménages en insécurité sévère contre 78,1% par ceux en sécurité alimentaire.

Quelle que soit l'aide sollicitée par les ménages, l'importance de l'aide venant de la famille ou parents est presque la même dans tous les quintiles de richesse --ce qui laisse comprendre que ce

n'est pas seulement l'apanage des pauvres ou des plus pauvres. Par contre, l'aide des mosquées / églises ou ONG prédomine dans le groupe des pauvre et plus pauvre en temps normal.

Dans l'ensemble, les informateurs clés au niveau des secteurs déclarent avoir bénéficié d'une assistance extérieure au cours des 12 derniers mois dans 8,6% des secteurs. Dans 54% des cas cette aide a concerné la commune de Ratoma. Ces appuis sont repartis entre l'aide alimentaire (54,4%) et celle non alimentaire (45,5%). L'assistance extérieure est surtout assurée par l'État (45,5%), les organismes internationaux (27,3%), les ONG (18,2%). Les domaines d'interventions les plus fréquents sont la santé/nutrition dans 63,6% des cas, l'éducation (9,1%) et autres (forage). Ces derniers domaines (éducation, forage) sont dans les communes de Kaloum et de Ratoma, tandis que toutes les communes, en dehors de Dixinn, bénéficient des interventions dans le domaine de la santé/nutrition. Une moyenne de 83 ménages par commune ont bénéficié de l'aide alimentaire. Précisément au cours des trois derniers mois précédant l'enquête, l'aide alimentaire était à base du riz.

Les individus et ménages marginalisés

Les informateurs clés au niveau des secteurs ont affirmé l'existence des ménages marginalisés dans 4,1% des secteurs, soit dans six secteurs repartis comme suit : quatre secteurs à Kaloum, un à Matam et un à Ratoma. Des explications fournies on retrouve les éléments suivants :

- Au petit port, le logement est souvent détruit ;
- Les pêcheurs léonais sont installés au Port Téméta sans autorisation ;
- Les pêcheurs léonais et ramasseurs d'ordure sont logés au chemin de fer ;
- Ce sont les pêcheurs migrants.

PARTIE III : ANALYSE & DISCUSSION

L'ASPECT GENRE

Aspects de genre, profil des ménages dirigés par les femmes : l'aspect de genre à Conakry est intéressant. Comme susmentionnés, les femmes chefs de ménages représentent 21,7% à Conakry mais elles sont visiblement minoritaires dans les ménages en insécurité alimentaire (seulement 1,5%). Cette anomalie s'explique en croisant plusieurs variables de la présente enquête :

- *Habitat* : A Conakry, on trouve plus de femmes chefs de ménage propriétaires que d'hommes (48,0% contre 31,9%) et plus de 36% possèdent des terres cultivables –même si seules 5% pratiquent l'agriculture. Presque 61% des femmes chefs ont de l'eau potable dans la maison (versus 51% pour les hommes chefs). Cette qualité de vie assure une meilleure utilisation des aliments éventuellement consommés.
- *Sources de revenu* : les femmes chef de ménages dépendent des rémittences presque cinq fois plus que les hommes : 15,6% par rapport au 3,4%. Ceci pourrait signifier peut-être qu'elles sont chefs du ménage du au départ de leur époux (ou qu'elles ont simplement des parents attentionnés). Les autres sources de revenu sont le petit commerce (42%) et fonctionnaire/pension (13%).
 - Les femmes chefs de ménages sont néanmoins plus pauvres : elles gagnent moins que les hommes chefs (118 318 comparé à 174 319 FG) et elles sont plus susceptibles à avoir un seul revenu (28 versus 22%). Pour les femmes chefs de ménages, la source de revenu la plus importante est le petit commerce (42% par rapport à 25% pour les hommes chefs). Elles sont obligées de faire recours à plus de stratégies que les hommes chefs du à un plus faible nombre de sources de revenu.
- *Consommation et dépenses* : les femmes chefs de ménages dépensent plus sur la nourriture que les hommes chefs (en s'endettant un peu moins souvent pour les acheter). Dans les ménages, les femmes à Conakry mangent en moyenne plus de repas par jour que les hommes. Ces deux faits se concertent sur une plus forte consommation que les hommes.
- *Santé et chocs* : les femmes chefs font plus de recours aux soins médicaux que les hommes chefs. Malgré le cout, ces soins assurent que les membres productifs restent actifs pour maintenir un revenu minimum. Elles subissent trois fois moins de chocs naturels que les hommes chefs et rebondissent plus amplement.

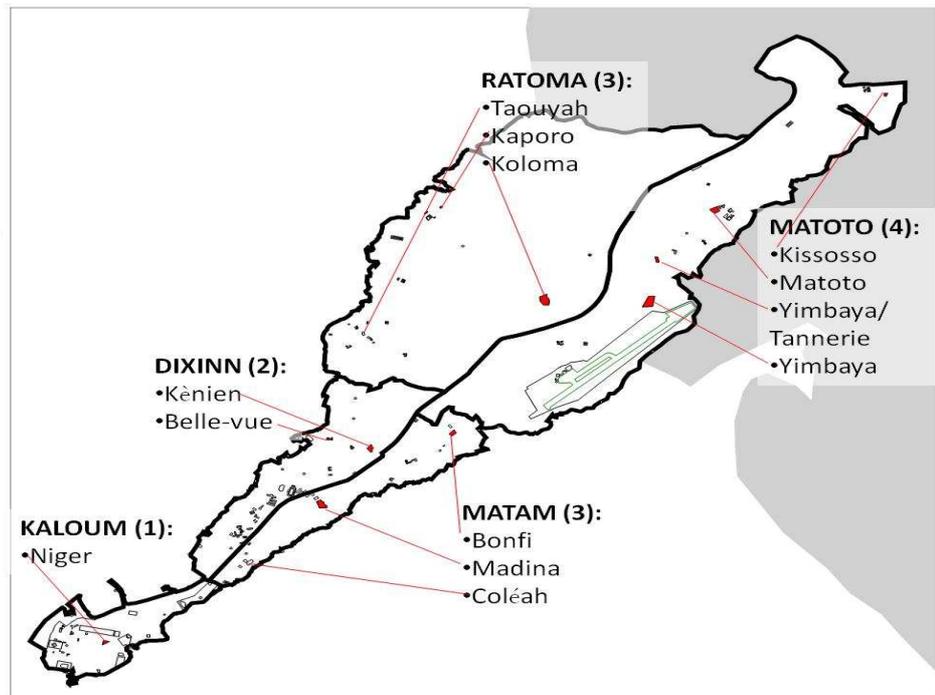
Même si les femmes chefs de ménage semblent être plus à l'abri que les hommes chefs en ce qui concerne la sécurité alimentaire, leur revenu moins faible et le nombre de stratégies employées pour compléter les lacunes soulignent une forte précarité. Si les rémittences s'arrêtent et / ou le commerce s'affaiblit, elles risquent de vite tomber dans l'insécurité.

Comparaison avec milieu rural : à venir

LES MARCHES DE CONAKRY

A completer

Les Marchés de Conakry



L'URBANISATION & MIGRATION

L'immigration est un des facteurs prépondérants à Conakry. Plus de 22% des ménages ont eu au moins un membre qui est arrivé dans le ménage les derniers six mois –se trouvant dans 62% des secteurs enquêtés. Ça signifie un total de 314 immigrants sur 11 390 personnes dans les ménages enquêtés, ou un taux d'immigration de 2,8% dans les derniers six mois. **A trianguler avec données secondaires/projections**

Plus de la moitié de ces immigrants sont des femmes (51%), 33% sont des hommes et 16% des enfants. Les facteurs les poussant à venir à Conakry sont nombreux (multiples réponses permis) allant d'un manque de soutien générale (39%), à la recherche de travail (31%), 21% scolarisation et 7% dus aux conflits. Selon l'ESAC au niveau des secteurs, 40% des ces immigrants viennent d'une autre ville à l'intérieur de Conakry, 27% d'un pays étranger, 17% du milieu rural (**à confirmer dans l'enquête rurale**) et 17% d'un autre secteur à Conakry même.

Au de-là de l'immigration à Conakry, l'importance des rémittences pour les plus riches (20%, allant jusqu'à 3% pour les plus pauvres) fait deviner une **émigration** d'une certaine envergure. Six pourcent (6%) des ménages citent le transfert d'argent venant des migrants comme source principale de leur revenu, le plus à Matoto et le moins à Dixinn. Les femmes chef de ménages dépendent des rémittences presque cinq fois plus que les hommes. **Trianguler avec les données/doc secondaires : BM**

PLUIES ET ENCLAVEMENT

A completer

IDENTIFIER LES DETERMINANTS

Les déterminants majeurs de l'insécurité alimentaire à Conakry sont difficiles à cerner. Ils sont déjà traités dans les discussions ci-dessus, surtout aux niveaux de genre (chefs de ménages) et des communes les plus touchées. Afin de synthétiser ces informations, nous proposons une liste des déterminants identifiés à travers des analyses statistiques telles la corrélation et la régression contre l'indicateur dépendant d'insécurité alimentaire (proxy), c'est-à-dire le score de consommation alimentaire (CSA) par ménage.

CORRELATION

L'insécurité alimentaire (le proxy décrit en Partie II : Consommation) a été comparée deux fois avec toutes les autres variables dans l'enquête : une pour l'ensemble de ménages (n=1536) et une pour les ménages en insécurité alimentaire (sévéres plus modérées, n=99). Celles identifiées avec un score r plus fort que 0,1 et avec un seuil de signification minimale ($p < 0,05$) ont été retenues (voir tableaux 18a et b). Il est important de rappeler qu'une corrélation --même forte-- n'assure pas une association causale, mais expose plutôt une relation descriptive à explorer entre deux variables.

Pour l'ensemble des ménages, peu d'associations fortes se sont révélées (Tableau 18a). La plus forte association est entre l'insécurité alimentaire et **l'indice de richesse** ($r=0,378^{**}$) et sur la même longueur d'onde, **les dépenses** totales mensuelles des ménages. Les deux relations sont positives ($r=0,278^{**}$): donc plus hauts sont la richesse ou les dépenses, plus les ménages sont en sécurité alimentaire. Beaucoup moins fortes, mais aussi significatives est l'association entre l'insécurité alimentaire et **l'indice de stratégies de survie** ($r=-0,142^{**}$): plus il y a des stratégies employées par les ménages, plus le ménage est vulnérable. Cette association est à l'encontre de

Tableau 18a	n=1536	Total des Ménages
CORRELATION (Proxy: Sécurité Alimentaire)		R
Indice de richesse		0.370 **
Dépenses totales mensuelles		0.278 **
Indice de Stratégies (réduit)		-0.142 **
Nb d'immigrants		0.141 *
Emprunt au cours des 12 derniers mois		-0.141 *
% enfants allant a l'école		0.117 **
Taille de Ménage		0.114 **
Nb de sources de revenu		0.108 **
** significative a 0,01 * significative a 0,05		
Tableau 18b	n=99	Ménages en Insécurité Alimentaire
CORRELATION (Proxy: Sécurité Alimentaire)		R
Immigrant = chef de ménage		-0.901 *
% personnes malade (mois précédent)		-0.672 **
% d'immigrants dans le ménage		-0.523 **
Taille de Ménage		0.503 **
Nb. de sources de revenu		0.402 **
% enfants allant a l'école		0.372 **
% filles allant a l'école		0.361 **
Age du Chef		0.331 **
Dépenses totales mensuelles		0.266 **
** significative a 0,01 * significative a 0,05		

nombre de sources de revenu : plus qu'il y a des sources de revenu a Conakry, plus qu'on assure la sécurité alimentaire du ménage ($r=0,108^{**}$).

Le nombre **d'immigrants** a aussi une relation positive avec l'insécurité alimentaire : il semble apporter un 'effet bénéfique' aux ménages, mais, attention : les immigrants sont avant tous des femmes à 51% (comparé a 33% des hommes). Les autres associations moins fortes sont les suivantes: plus le ménage **emprunte**, moins il est en sécurité alimentaire ; plus les **enfants vont à l'école** ou plus la **taille de ménage** est grande, plus le ménage est en sécurité alimentaire.

Pour le deuxième groupe, les ménages en insécurité alimentaire ($n=99$, voir tableau 18b) on remarque beaucoup plus d'associations fortes entres les variables. L'immigration se révèle néfaste pour ce groupe de ménages : plus le chef de ménage est lui/elle-même un/e immigré ($r=-0,901^*$) ou plus la proportion d'immigrants est grande ($r=-0,523^{**}$), plus il y a de l'insécurité alimentaire. Aussi très révélatrice est l'importance des maladies : plus il y a de personnes malades dans le ménage le mois précédent ($r=-0,672^{**}$), plus il y a de l'insécurité alimentaire.

Les indicateurs démographiques dominent les associations. La taille de ménage est importante aussi dans ce groupe: plus le ménage est grand, plus il est en sécurité alimentaire ($r=0,503^{**}$). Plus l'âge du chef est élevé, plus il y a de la sécurité alimentaire ($r=0,331^{**}$). La fréquentation de l'école est devenue plus important pour les ménages IA ($r=0,372^{**}$, et plus pour les filles que pour les garçons, $r=0,361^{**}$).

Le nombre de sources de revenu et les dépenses totales mensuelles sont liés aussi chez les ménages en insécurité alimentaire: pour les sources de revenu, l'association est bien plus forte et pour les dépenses ($r=0,402^{**}$ et $r=0,266^{**}$ respectivement) légèrement moins.

REGRESSION

La régression était explorée toujours en utilisant le proxy variable d'insécurité alimentaire, comme dans la corrélation, afin d'étudier quelles indicateurs pourraient éventuellement être des 'prédicateurs de l'insécurité alimentaire. Un total de 12 a été entré dans la régression et le résultat a produit une combinaison liant les cinq indicateurs ci-dessous (voir tableau 19). L'ensemble de ces indicateurs décrit 41% de la variation trouvée dans l'insécurité alimentaire à Conakry (elles sont toutes significatives).

Tableau 19:

REGRESSION		Standardized	
Dep: Score de consommation alimentaire		Coefficient	Sig.
Constant (57,40)	Beta		Std. Error
Indice de richesse des ménages		0.222	0.00
Depenses totales mensuelles pc		0.191	0.00
Situation de la dette cetttes annee (vs. l'an dern)		0.124	0.02
Indice des stratégies de survie		-0.105	0.01
Taille du ménage		0.101	0.02

R=.405

L'indicateur dominant est l'indice de richesse des ménages (coeff: 0,222). Il est suivi par les dépenses totales mensuelles per capita (0,191), une amélioration de la situation ménagère de dette (0,124), l'indice des stratégies de vie (réduit, -0,105) et la taille de ménages (0,101).

Malgré un faible score R, cette analyse souligne **l'importance du revenu (biens, dépenses et dette) dans l'insécurité d'alimentaire à Conakry. Il est impératif que les efforts visant la**

réduction de l'insécurité alimentaire commencent d'abord avec la réduction de la pauvreté urbaine.

A noter aussi sont les deux indicateurs qui ont plus à voir avec les reflexes des ménages.

- L'indice des stratégies de survie décrit la façon choisie par le ménage de faire face à des difficultés, soit en diminuant la quantité mangée par le ménage (trois stratégies), la qualité (une) ou emprunter/dépendre sur les autres (une). Plus elle est élevée, plus le ménage vit des difficultés. En tableau 19, donc, plus elle baisse, plus la sécurité alimentaire remonte.
- Taille de ménages : dans la ville de Conakry, avoir une grande famille signifie avoir plus de revenus et dépenses ainsi que d'achever une sécurité alimentaire plus stable.

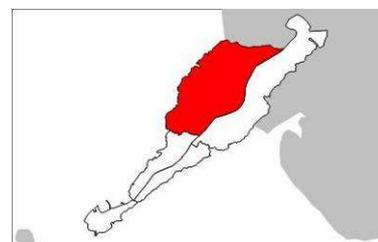
En conclusion, le revenu des ménages (et la richesse qu'il remporte ou les dépenses qu'il permet) ainsi que la taille des ménages, leur éducation, leur niveau de santé et la proportion des immigrants semblent être les plus probables déterminants de l'insécurité alimentaire à Conakry.

ANALYSE APPROFONDIE DES TROIS COMMUNES LES PLUS TOUCHÉES

Tableau synthétique à compléter

COMMUNE RATOMA

La commune de Ratoma abrite de loin la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire modérée. Elle vient en seconde position en termes d'insécurité alimentaire sévère, soit 2,6% des ménages.



Paradoxalement, comme c'est signalé dans le document, en répartissant le nombre total de ceux qui ont fait l'agriculture entre les communes, on constate que la proportion est principalement élevée à Ratoma 35,6% contre 17,8% à Kaloum. Par contre, en analysant le nombre des ménages de chaque commune ayant pratiqué l'agriculture par rapport au nombre total de ménages de la commune, on trouve que Kaloum vient en première position avec 25,7%, suivi de Ratoma (11,2%) et de Matoto (8,5%) (voir Tableau 5).

Les agglomérations de Ratoma et de Matoto ont la particularité d'être situées dans la « haute banlieue » où l'urbanisation est moins dense ; par conséquent où il existe encore des espaces cultivables. Malgré, seulement 11,2% des ménages pratiquent l'agriculture quoique c'est à Ratoma qu'on trouve le plus grand nombre des ménages possédant une terre cultivable, soit 55% contre 29,8% à Matam et 30,7% à Kaloum. Cela pourrait s'expliquer du fait de l'explosion du prix du foncier dans la capitale, ces populations ont de plus en plus tendance à privilégier la cession de ces terres cultivables à des fins d'habitation au détriment de l'activité agricole.

Par ailleurs, les ménages de Ratoma pratiquent l'élevage beaucoup plus que ceux dans les autres communes à hauteur de 25% des ménages. Il s'agit surtout des volailles, des bovins et des caprins. Mais, comparés à Kaloum et Dixinn, ils profitent moins de cet élevage dans la

consommation, car en moyenne le nombre d'UBT consommé est 0,0035 (0,0074 à Dixinn et 0,0081 à Kaloum), encore moins dans la vente (0,0059 UBT vendu). Le revenu provenant de la vente de bétail ou produits d'élevage ne représente que 0,4% du revenu total à Ratoma. Les bétails pourraient donc être simplement gardés dans la plus part des cas comme capital productif pour servir de prestige, de moyens d'échange dans certaines circonstances.

Le revenu médiane mensuel per capita est le plus élevé à Ratoma que dans les autres communes (202778 contre par exemple 130303 Fg à Matam). Les ménages urbains dépendent généralement de deux ou trois sources de revenu, mais à Ratoma dans 33% des ménages le provient d'une seule source, donc le tiers des ménages se trouvent dans la situation de vulnérabilité face aux chocs. Or, parmi les chocs, c'est dans cette commune que la faillite/baisse de revenu est deux fois plus élevée que dans les autres communes.

En plus de ce choc, Ratoma a été l'une des deux communes les plus touchées par l'inondation avec deux fois plus d'épidémies que dans autres communes. Par exemple, pour les principales maladies survenues dans le ménage au cours du mois précédent l'enquête, 15% des ménages ont parlé de diarrhée contre 5,9% dans la commune de Kaloum. Pour cause de pluies, 33% des secteurs de Ratoma sont enclavés. En dehors des pluies, la commune est inaccessible pour cause de reliefs (16,7%). Cette situation limite l'accès de la population aux services sociaux de base, ralentit les échanges commerciaux aggravant ainsi la précarité des ménages.

C'est pour toutes ces raisons sus citées qu'on trouve à Ratoma l'Indice de Stratégies de vie réduite est le plus élevé par rapport aux autres communes (7,9 contre par exemple 2,2 à Dixinn). Malgré le revenu médian mensuel per capita élevé, les dépenses allouées à l'alimentation ne représentent que 50% par rapport aux autres communes. Les ménages s'endettent moins par rapport aux autres communes pour combler les besoins, mais malheureusement Ratoma a le plus grand nombre d'emprunt pour les cérémonies.

Par ailleurs, malgré le tableau sanitaire décrit plus haut, c'est à Ratoma qu'on trouve la proportion plus élevée de ceux qui n'ont fait aucuns soins. C'est l'automédication qui y est beaucoup développée (29% contre 10% à Dixinn). Les raisons de recours à ces types de soins ne sont pas nécessairement par manque d'argent, car on retrouve convictions personnelles à 44,4%, le manque d'argent à 39,5%. La question de recours aux soins revêt un enjeu majeur. En effet malgré une offre croissante et d'importantes campagnes d'information sanitaire, les comportements restent souvent défavorables à la santé, tels que la pratique importante d'automédication, le recours aux soins tardif. A l'évidence, le recours aux soins est déterminé par un certain nombre de choix et de contraintes qui dépendent de certains facteurs tel que l'environnement social, économique et médical. En claire, l'utilisation des services de santé dépend de différents facteurs, dont la perception de la maladie (causes, symptômes, conséquences, vulnérabilité) et celle des services de santé offerts. Elle dépend également de l'accessibilité de ces services, c'est-à-dire de la possibilité de les utiliser, et bien entendu de la décision de les utiliser. De façon générale, à Conakry, 46% des bénéficiaires des services de santé ne sont pas satisfaits des prestations fournies⁹.

⁹ Direction Nationale de la Statistique : Enquête EIBEP (2002/2003)

Le problème donc de cette commune est beaucoup plus d'ordre environnemental et sanitaire. Les atouts existent, parmi lesquels les terres cultivables. A l'image de Conakry, la proximité de l'Océan Atlantique devrait favoriser la pêche artisanale et l'aménagement de nombreux débarcadères tout au long de la côte. Mais ces énormes atouts dont dispose cette commune sont cependant très peu exploités. C'est Ratoma qui a bénéficié à elle seule de plus de la moitié (54%) de l'assistance de l'aide extérieure annoncée dans cette enquête.

COMMUNE MATAM

La proportion des ménages en insécurité alimentaire sévère (IAS) est élevée dans la commune de Matam par rapport aux autres communes, soit 4,1%, tandis qu'elle occupe la troisième place en termes d'insécurité modérée (IAM). En effet, Matam est dans une situation d'extrême pauvreté et regorge plus de grandes familles avec en moyenne 8,03 membres par ménage. Pourtant, dans notre étude, l'augmentation de la taille du ménage ayant montré une association favorable avec la sécurité alimentaire, devrait être un atout pour Matam. Les raisons se trouvent donc ailleurs.



En effet, dans cette étude, on constate que la disponibilité alimentaire dans cette commune est limitée. Peu de ménages (soit 30%) possèdent une terre cultivable et seulement 4,6% pratiquent l'agriculture. Il faut noter qu'il existe des facteurs limitant la pratique de l'agriculture, notamment la forte urbanisation, la prédominance des activités tertiaires (écoles, commerce, etc.). Ces lacunes pouvaient être couvertes par la pêche, mais malheureusement 3% seulement la pratiquent. A noter que Matam possède la plus petite superficie côtière. Les ménages pratiquent l'élevage à hauteur 15%. Plus d'un tiers (37%) des ménages tirent leurs subsistances du petit commerce, et 12% de l'artisanat et l'élevage.

L'étude montre que le revenu issu des moyens de subsistance ne peut couvrir efficacement les besoins élémentaires, car le revenu médian mensuel per capita est de 130303 FG à Matam. Comparé à l'année dernière (56% des ménages déclarent toucher moins de revenu cette année) avec l'augmentation du prix des denrées, avec en moyenne huit personnes par ménage, cette situation ne favorise guère l'accessibilité alimentaire aux ménages et par ricochet, la sécurité alimentaire (voir la littérature). Par exemple, selon les données fournies par Dynafiv, le prix de 1 kilo de riz importé est passé de 2000 FG en mai 2007 à 4000 FG en mai 2008. Par ailleurs la consommation du riz est estimée à 100 kg par personne et par an¹⁰.

C'est vrai qu'à Conakry l'accessibilité par commune en termes de marché peut être relative, puisque certains habitants d'une commune peuvent fréquenter le marché d'une autre commune beaucoup plus que leur propre marché. Mais à Matam, l'approvisionnement du marché diminue, ce qui est attesté par les ménages. En effet 35% déclarent que l'approvisionnement de l'année dernière de la même période est meilleur que celui actuellement avec des pénuries fréquentes en

¹⁰ Selon le rapport de la mission conjointe CILSS/FAO/PAM/FEWS NET/GOUVERNEMENT sur l'évaluation préliminaire de la campagne agricole 2008/2009

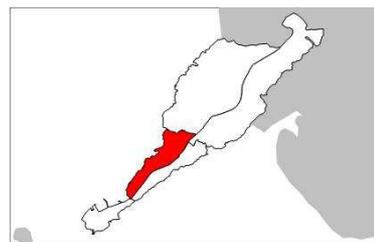
farine, viande et poisson. Ce tableau général a poussé les ménages à adopter de nombreuses stratégies de survie qui sont en elles même un signe de détresse.

C'est à Matam qu'on trouve le plus grand volume d'emprunt (1395645 FG) et 66,7% des dettes ont pour raison l'achat de la nourriture. Malgré tout, le panier alimentaire demeure le plus faible à Matam. Paradoxalement au volume d'emprunt élevé, en moyenne on y trouve peu de filets de sécurité comparée aux autres communes. Or lorsque les moyens de subsistance sont négativement touchés par un choc ou une crise, les ménages s'appuient entre autres sur des filets de sécurité communautaires et autres, traditionnels et informels. Ces mécanismes locaux, tendent néanmoins à s'effondrer suite à des chocs répétitifs, surtout que Matam a enregistré le plus grands nombre de chocs.

Il faut noter que de façon générale si le contexte socio économique continue à se dégrader la situation risque de s'empirer dans la commune de Matam. Particulièrement, si le revenu des ménages continue à baisser, si les ménages continuent à augmenter leur dette et que la qualité de l'approvisionnement du marché diminue, ces facteurs influenceraient négativement la sécurité alimentaire. Il existe cependant des opportunités dans cette commune. Il s'agit du niveau d'éducation des chefs de ménages et la possibilité d'exercer la pêche.

COMMUNE DIXINN

A compléter



PARTIE IV: CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

CONCLUSIONS

Cette enquête sur la sécurité alimentaire à Conakry (ESAC) a pour objectif de déterminer l'état de la sécurité alimentaire des ménages habitant dans la ville capitale de la Guinée. Les six questions traitées comme objectifs par ce rapport sont répondues ci dessous.

1 et 2. Combien et qui sont les personnes vulnérables ou en insécurité alimentaire ?

A Conakry, 144 000 personnes sont actuellement en insécurité alimentaire (voir tableau 17) --ce qui représente 6,4% de la population de Conakry. Parmi elles, 31 000 sont en insécurité alimentaire *sévère* (IAS, soit 1,5% des ménages urbains) et 113 000 sont en insécurité *modérée* (IAM, soit 4,9% des ménages urbains). Les résultats sont semblables à ceux trouvés dans d'autres études qui parlent de 6,7% d'insécurité alimentaire à Conakry¹¹

Tableau 17 **Distribution de l'insécurité alimentaire (IAS et IAM)**

CONAKRY 144000		6,4% (IAS: 31 000 et IAM: 113 000)				
		<i>Dixinn</i>	<i>Kaloum</i>	<i>Matam</i>	<i>Matoto</i>	<i>Ratoma</i>
POPULATION 2009*	309135	149217	321260	797546	682272	
NB DE MENAGES 2009 ⁺	40043	18722	40007	103712	104323	
% IAS	0,5	0	4,1	0	2,6	
Pop	155	0	13172	0	17739	
% IAM	6,1	0	1,4	1,8	11,0	
Pop	18857	0	4498	14356	75050	
% IA	6,6	0	5,5	1,8	13,6	
TOTAL¹	19000	0	18000	14000	93000	

* Recensement de 1996 + projections à 3,1% taux de croissance annuel et 2,5% taux d'urbanisation annuelle

+ utilisant la taille du ménage moyenne par commune de l'ESAC, 2009

1: arrondis jusqu'à 1 000 plus près

Le profil des ménages en insécurité alimentaire sévère (IAS, n=25): 2 % de ces ménages sont dirigés par une femme et les ménages IAS sont petits en taille (2,16 personnes) ; 40% de leurs enfants (entre 6 et 14 ans) n'ont jamais été scolarisés. Ils sont parmi les plus pauvres de Conakry ; leur revenu médiane mensuel per capita est de 152 083 FG. Parmi les ménages IAS, 74% n'ont qu'un seul revenu ; ils ne pratiquent ni l'agriculture (même si 36% possèdent encore

¹¹ Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA)

des terres cultivables) ni la pêche mais 8% pratiquent l'élevage. Plus de 55% de leurs dépenses sont allouées à l'achat de la nourriture et 64% s'endettent pour se procurer de la nourriture. Au moins 26% d'eux n'ont recours à aucuns soins sanitaires et ils emploient de très nombreuses stratégies de survie pour faire face aux chocs. Le choc majeur est la faillite/baisse de revenu, mais 16% ont souffert des épidémies. Leur stratégie reflexe est de consommer des aliments moins préférés et plus de 91% sollicitent de l'aide de la famille ou amis. Dans plus de 23% des chocs subis, ces ménages IAS ne sont pas revenus à leur condition de vie normale.

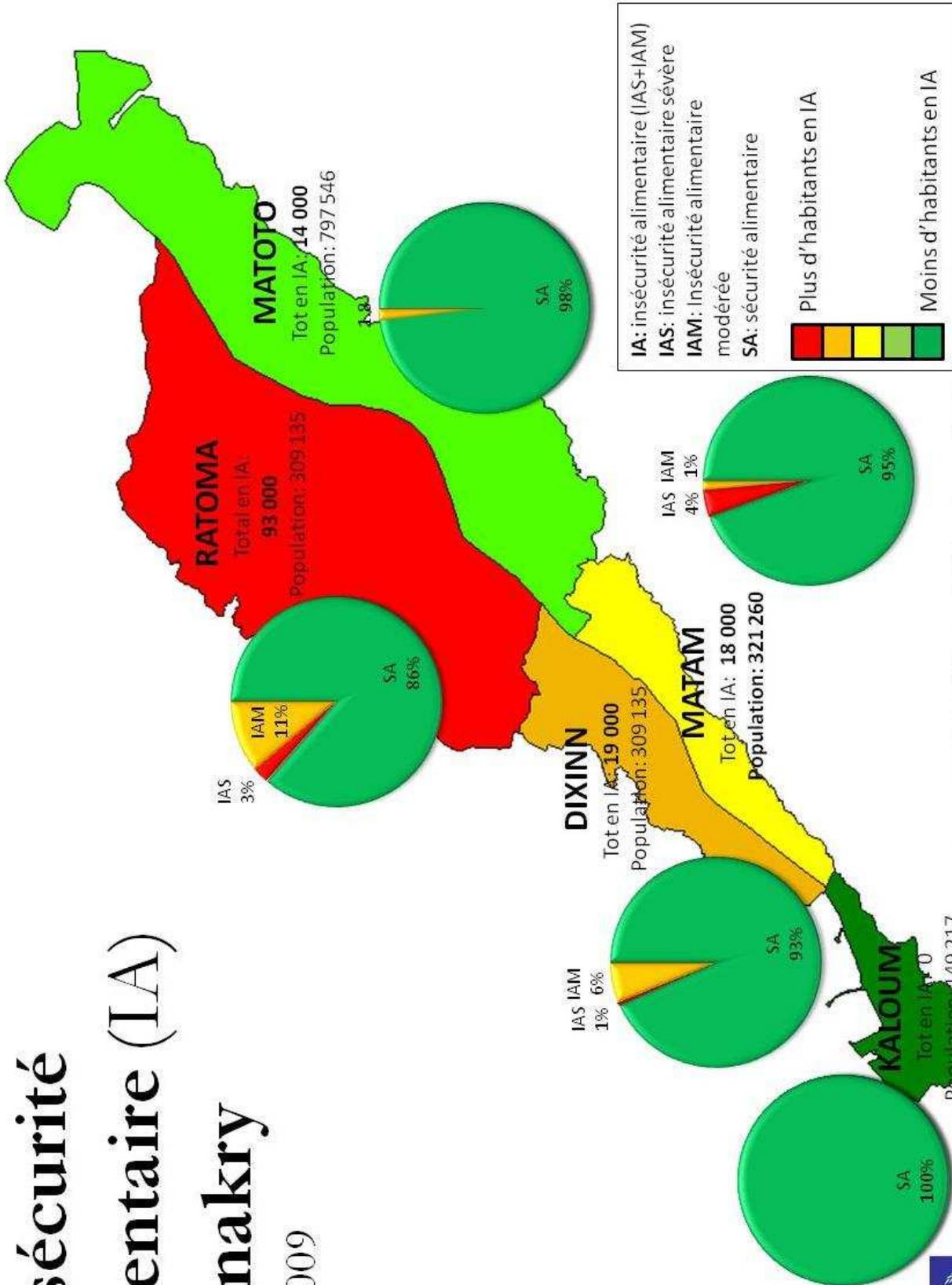
À Conakry, comme dans le milieu rural (ENSA 2009), l'insécurité alimentaire est associée à la pauvreté. En effet, on note une proportion d'insécurité alimentaire plus élevée dans les quintiles les plus pauvres ou pauvre. Si dans le milieu rural les dépenses allouées à la nourriture augmentent au fur et à mesure qu'on quitte les ménages en IA pour les ménages en SA, à Conakry les ménages en IA dépensent plus pour la nourriture que ceux en SA. Contrairement, ENSA révèle une prédominance de l'insécurité alimentaire chez les femmes chefs par rapport aux hommes.

Le profil des ménages en insécurité alimentaire modéré (IAM, n=74) est très différent: 17,9% de ces ménages sont dirigés par une femme et les ménages IAM ont une famille de taille moyenne (7,41 personnes) ; 10% de leurs enfants (entre 6 et 14 ans) n'ont jamais été scolarisés. Ils sont pauvres mais moins que les ménages IAS; leur revenu médian mensuel per capita est de 163 595 FG. Parmi les ménages IAM, 24% n'ont qu'un seul revenu ; 13% pratiquent l'agriculture (43% possèdent des terres cultivables) et aucun ne pratiquent la pêche mais 13% pratiquent l'élevage (plus donc que les IAS). Plus de 55% de leurs dépenses sont allouées à l'achat de la nourriture et 66% s'endettent pour se la procurer. Seuls 3% d'eux n'ont recours à aucuns soins sanitaires et ils emploient moins de stratégies de survie (que les IAS) pour faire face aux chocs. Le choc majeur est l'inflation mais 6% ont souffert des épidémies et 6% aussi des décès des membres actifs. Leur stratégie reflexe est de rechercher de l'aide des parents/amis, de consommer des aliments moins préférés ou de travailler davantage. Dans plus de 31% des chocs, ils ne se sont pas de tout relevés.

Comparaison avec milieu rural : à venir

Gravite de la situation

L'insécurité alimentaire (IA) à Conakry ESAC 2009



Sources: ESAC 2009 (Rép. G., PAM); Pop: Recensé. 1996 plus projections, carte: Morinière/Bayo (fond: Camara/Fillon)



3. Où vivent les ménages en insécurité alimentaire ?

Une discussion de la répartition géographique de l'insécurité alimentaire sera accompagnée, en annexe, par une série de **profils communaux** pour les cinq communes de Conakry. Même s'il y a des pochettes de vulnérabilité dans toutes les communes, les trois communes le plus touchées sont Ratoma, Dixinn et Matam (voir l'analyse ci-dessous).

La Commune de Matam retient le plus grand pourcentage de ménages en insécurité alimentaire et Ratoma, le plus grand nombre de ménages. La Commune de Dixinn retient le plus d'insécurité alimentaire sévère (en nombre et en pourcentages de ménages).

4. Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire ?

Les plus probables déterminants de l'insécurité alimentaire à Conakry comprennent :

- le revenu des ménages (et la richesse qu'il remporte ou les dépenses qu'il permet),
- la taille des ménages,
- leur éducation,
- leur niveau de santé et
- la proportion des immigrants.

5. Quelles sont les actions, opportunités et risques potentiels qui existent ?

Ici, une discussion synthétique des chocs susceptibles d'influencer négativement les ménages IAS et IAM dans les mois à venir et les déterminants susceptibles de fluctuer d'ici la fin de l'année est proposé. Les plus grands risques projetés de peser sur le quotidien des ménages commencent tous avec la lettre 'p' : pluies, prix et politiques --tous intimement liés. Les premières deux étaient déjà analysées ci-dessus (Analyse & Discussion).

La conjoncture politique en constant mouvement actuel remue les habitants de Conakry. Les fonctionnaires sont payés de façon aléatoire. Les efforts soutenus par des bailleurs sont mis en veille jusqu'à nouvel ordre, laissant dans l'ambiguïté leur personnel ainsi que leur bénéficiaires dans les quartiers ciblés. Les manifestations politiques commencent déjà à compliquer la circulation dans la ville. Les importations risquent d'être dérégulées --chose qui pourrait influencer les prix déjà en montée libre.

IA Chronique ou transitoire Opportunités

Recommandations

6. Quel genre d'intervention permettrait de protéger les moyens de subsistance et d'améliorer leurs conditions de vie ainsi que leur sécurité alimentaire et nutritionnelle?

Les recommandations ci-dessous traiteront la sixième question.
Options de réponse, interventions, suivant Manuel EFSA

Enquête de Sécurité Alimentaire à Conakry (ESAC)

ANNEXES

A. L'EQUIPE

Consultants internationaux: L. Morinière, O. Bayo *avec remerciements à :*

Appui technique de PAM/Dakar : G. Obama, N. Labidi, J-M. Bauer, P. Papinutti

Appui administratif de PAM/Guinée: F. Turay, A. Doumbouya, R. Lekhal, M. Touchette, E. Bigenimana

INS/Guinée : El. O. Diallo, M. B. Diallo, D. Diallo, F. Danfaca, M.Ch.Bah, I.L.Diallo

B. PROFILS COMMUNAUX

Ratoma
Matam
Dixinn
Matoto
Kaloum

C. OUTILS DE COLLECTE

Questionnaire Secteur
Questionnaire Ménage

D. CADRES CONCEPTUELLES

Sécurité de Conditions de Vie des Ménages (SCVM)
Gestion des Risques et Catastrophes (GRC)